

Zuzana

pérou

INFORMATION



ORGANE DE DIFFUSION DES LUTTES DU PEUPLE PERUVIEN



DEC. 75 JAN. 76

N° 13 - 14



2,50 F

4° P. 9152

ACTUALITE ECONOMIQUE ET POLITIQUE

Pendant ces derniers mois, la situation du Pérou s'est développée dans le contexte de l'approfondissement de la lutte de classes qui augmente la polarisation de forces entre les classes dominantes et les masses populaires.

La classe ouvrière et le peuple péruvien traversent une situation de sur-exploitation, faim, misère, chômage et répression vis à vis desquels sa lutte se développe, dans des conditions progressives d'organisation d'une façon classiste et indépendante. Les classes dominantes et leur gouvernement cherchent à s'adapter à cette situation en employant de nouvelles méthodes d'exploitation et de répression pour lesquelles le gouvernement militaire n'arrête pas les mesures de violence envers le prolétariat et les autres couches populaires. La crise structurale approfondie et la politique réformiste échouée le gouvernement de Morales Bermudez a recours à de nouvelles méthodes afin d'empêcher le développement de la lutte des classes, liquider l'avancement populaire et prétend contrôler les organisations et mouvements populaires. La nouvelle offensive de la réaction envers le prolétariat et le peuple péruvien, manifestée d'une façon claire et précise, confirme l'état de crise structurale du pays et la banqueroute de chacune des réponses du gouvernement militaire, grand-bourgeois et pro-impérialiste. Le gouvernement militaire orchestre son attaque par des discours et des appels démagogiques à l'"Unité Nationale" en "augmentant la production" avec l'annonce de "2ème phase", pour la "moralisation" et "l'approfondissement du processus de la révolution humaniste, participationniste et socialiste", énoncés essentiellement réactionnaires qui, ensembles avec d'autres mesures réformistes ne sont défendus que par les ennemis du peuple, lesquels, de par leur situation, leurs intérêts économiques ou de classe, voudraient ignorer et cacher les agressions à la tête desquelles se trouve la Junte militaire.

Parmi ces ennemis du peuple se trou-



vent les journaux du régime aux scribes hautement rémunérés, les révisionnistes d'"Unidad", ainsi que ceux qui trouvent progressistes les mesures prises dans le sein du réformisme bourgeois et pro-impérialiste, et qu'on trouve encore infiltrés dans le mouvement populaire.

1) L'"appel à augmenter la production" contribue à conditionner le travail salarié et non salarié, en favorisant les entreprises impérialistes et en pourcentage relatif les entreprises de l'Etat et privées. Cela veut dire d'augmenter la production tout en intensifiant le travail et par là les conditions de sur-exploitation et misère des travailleurs ruraux et citadins. L'appel à augmenter la production fait partie de trois mesures que le gouvernement militaire met en oeuvre afin de "sauvegarder" la crise structurale interne que connaît le pays. Ce sont des mesures destinées à assurer et à privilégier la bourgeoisie et l'impérialisme pour qu'ils accroissent leurs bénéfices en s'emparant d'une plus grande plus-value basée sur la sur-exploitation des travailleurs. Les mesures complémentaires à cet appel d'une plus grande production sont :

- Face à la crise économique la junte militaire a recours à des emprunts pour financer ses projets.

- Déclarer la dévaluation de la monnaie péruvienne.

A/ EMPRUNTS : Le gouvernement de Morales Bermudez, dans l'illusion de pallier la crise économique a recours à son meilleur allié : le capital impérialiste. Ce capital a accru son entrée dans le pays sous la forme de prêts, "aides" et crédits que la junte militaire destine principalement au financement du "plan de développement 75-78"

Depuis le 29 août (renversement de Velasco par Bermudez) les agences financières et le capital monopolique ont investi dans le pays, en soumettant profondément le Pérou dans le néo-colonialisme. Parmi les principaux crédits se trouve celui de 3 500 millions de dollars octroyé par le FMI (Fonds Monétaire International). Postérieurement, la ONUDI (Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel) approuve le fait de donner la priorité du financement à des pays comme le Pérou et accroît son budget en ayant investie la somme de 3 398 millions de dollars jusqu'en octobre 1975 (2 779 en 1974).

La Corporation Andine de Développement (CAD) approuve, le 1er octobre, des opérations de crédit dans l'ordre de 139 et de 51,750 millions de dollars, crédit mis à la disposition de la Corporation Financière de Développement du Pérou (COFIDE).

Minero Pérou (entreprise de l'Etat) obtient 17 millions de dollars pour l'exploitation du phosphate dans le projet Bajovar (dans le département de Piura).

Le projet Bajovar - exploitation du phosphate - est financé par la somme de 6 605 111 millions de dollars par l'intermédiaire de la Corporation Andine du Développement qui obtient le crédit pour la EXIMBANK. Ce capital est destiné à l'achat aux Etats Unis, du matériel nécessaire au fonctionnement du projet Bajovar.

Ensuite c'est le capital allemand qui apporte une somme de 131 millions de marks, prêt concédé par des accords de "Coopération financière", se montant à 300 millions

de marks.

Le gouvernement de Morales Bermudez a obtenu aussi d'autres prêts de même importance de la Belgique, la Hollande, etc ... qui vont aggraver la crise du pays : la dette extérieure s'en trouve augmentée ; en sept ans de réformisme, la dette accumulée a été multipliée par cinq. Depuis que la junte militaire a assumé le pouvoir, elle a eu la capital étranger à sa disposition pour exercer sa dictature de classe et intensifier la pénétration impérialiste.

B/ DEVALUATION : Depuis 1967, la monnaie péruvienne a subi une baisse considérable, encore accélérée ces derniers mois. Une des premières mesures du gouvernement de Morales Bermudez fut de décréter la dévaluation réelle, après avoir affirmé démagogiquement que la situation de la monnaie péruvienne était assurée par l'équilibre de la politique monétaire. Le sol a été dévalué de fait par le maintien de sa valeur nominale par rapport au dollar (39 soles par dollar) quand le dollar a lui même subi une dévaluation et la crise monétaire a encore été accentuée par la dévaluation du dollar, qui constitue 48 % des réserves de devises étrangères. Cette diminution de la valeur réelle de la monnaie affecte la balance des paiements, la balance commerciale et les réserves des devises. La dévaluation de 16,3 % porte le dollar à 45 soles, favorisant les exportations privées et augmentant le prix des produits importés (denrées alimentaires, pétrole) créant ainsi une hausse exhorbi-



tante du coût de la vie, qui se monte à 50 % en ce seul trimestre. Cette mesure ainsi que l'appel à l'augmentation de la production, sont des mesures antipopulaires essayant de faire échapper à la crise les exploitants du peuple péruvien, de faire échapper à la crise les exploitants du peuple péruvien. Aucune ne peut faire face à la crise économique qui se manifeste dans la déficience de la structure productive.

2) L'"Unité nationale"

La crise économique, dans ses aspects économiques et politiques, voudrait être masquée par l'idéologie réactionnaire de la junte militaire et de ses valets : révisionnistes du PC-Unidad, réformistes et scribes des journaux étatisés. La junte militaire, avec le thème de l'"Unité nationale" dirige un autre coup à la classe ouvrière et aux classes populaires, dans le but d'enrégimenter les masses, les soumettre à son contrôle afin de freiner les luttes revendicatives et d'empêcher l'organisation indépendante des classes populaires. Le thème de l'"Unité nationale" se situe dans un certain contexte.

A/ D'une part, l'intensification de la lutte de classe, à travers les mobilisations populaires, les marches, les grèves, que le gouvernement tente de paralyser par la répression et les arrestations, par des décrets comme la loi supprimant le droit de grève ; la junte, à travers les discours présidentiels, ceux des révisionnistes et des journaux à sa solde, a entrepris une campagne anti-grève et les mobilisations s'opposent à ces campagnes anti-ouvrières et anti-populaires.

B/ D'autre part, la réaction, dans sa tentative de réacomodement, et grâce à la vieille théorie de conciliation de classe (dont le titre nouveau est l'"unité nationale") cherche désespérément à créer des organisations corporatives telles que le Front National de Défense de la Révolution, face à l'échec des plans de développement et de la politique réformatrice. A cette Unité nationale, ont adhéré les ennemis des classes populaires, comme l'APRA, qui fut l'un des premiers à reconnaître Bermudez contre Velasco, à approuver l'ensemble des réformes, et à proclamer son "appui militaire" au régime militaire.

Le régime met en oeuvre une luxueuse campagne de "Moralisation" qui ne permet pourtant pas de caher les divergences dans le sein de la réaction.

La "Moralisation" n'affecte que les sphères "d'opposition" à l'intérieur de la hiérarchie militaire et de la bureaucratie. Des hauts fonctionnaires sont arrêtés et poursuivis (Zimmerman Zavala, Chef de la C.n.i.; Leonidas Rodriguez, Chef de Sinadi; Graham Hurtado, Chef du Coap;). Les directeurs de journaux qui ne sont plus utiles sont remplacés et les journaux étatisés sont attribués à de nouveaux directeurs nommés par la junte militaire. Les autorités municipales sont destituées et remplacées par des généraux à la retraite (à Lima, Calixto Cervero) et l'on assiste à des changements ministériels successifs.

Cette campagne de moralisation montre que la réaction cherche à se débarrasser des éléments divergents en son sein, et en même temps à utiliser de nouvelles méthodes démagogiques.

Le thème de l'"Unité nationale" et la formation du "Front national de Défense de la Révolution" ont pour but de masquer l'exploitation de la classe ouvrière et le contrôle des mobilisations par l'Etat, soucieux de s'assurer une base sociale.

Autour de ce projet s'unissent le MLR, l'APRA, SINAMOS, la CTRP, la SERP, la JRP la CNA, pour corporatiser les masses, en pénétrant dans le mouvement populaire par des moyens répressifs et en déviant les luttes.

Le prolétariat et le peuple péruviens repoussent cette ingérence et avancent dans leur lutte sous le drapeau de la CCUSC et de la FEDIP, construisant leur chemin autonome de classe et révolutionnaire dans la lutte:

POUR LA LIBERATION NATIONALE, LA DEMOCRATIE POPULAIRE ET LE SOCIALISME.

CTRP: Central de Trabajadores de la Revolución Peruana

SERP: Sindicato de Educadores de la Revolución Peruana

JRP: Juventud Revolucionaria del Peru

CNA: Confederación Nacional Agraria

MOBILISATIONS

POPULAIRES

Nous assistons à un essor croissant des mouvements ouvriers et populaires, à une avance progressive allant du spontanéisme vers une conscience de classe et révolutionnaire des secteurs les plus avancés. Nous trouvons la raison de ce mouvement dans la crise structurale de la société, du maintien et de l'approfondissement de la domination impérialiste et de l'exaspération des contradictions à la base de la société : conséquences de la politique de la Junte Militaire.

Cet essor est pourtant marqué par la dispersion et l'économisme et peut devenir dangereux, puisque la bourgeoisie elle-même souffre de contradictions internes qui peuvent être utilisées au bénéfice de l'un ou l'autre secteur en lutte ...

Actuellement le gouvernement assujettit la classe ouvrière grâce à l'intervention du M.L.R. (mouvement laboral révolutionnaire), par des structures coopératives et un stricte control de la classe ouvrière. La publication des décrets 21201 et 21202 (ayant trait à des questions salariales, au réajustement des soldes et salaires), le dépoussiérage du vétuste décret concernant le règlement des grèves, donné du temps du gouvernement Billinghamurst, le 24 janvier 1913 (et que même ce gouvernement réactionnaire n'avait pas osé appliquer), la Junte Militaire prétend maintenant l'imposer.

Toute cette offensive gouvernementale est dirigée principalement contre le prolétariat des mines et de la métallurgie de CENTROMIN, contre le SUTEP les paysans de Querecotillo et Cajamarca, contre les paysans des villages Lamas, Saposá et Tarapoto dans la région de Madre de Dios, ainsi que contre les étudiants, etc.

Ces derniers temps le peuple ne " participe " qu'aux dégâts que cause la faim, le chômage, la hausse constante du coût de la vie, le manque d'approvisionnement en articles de première nécessité, la baisse du pouvoir d'acquisition des salaires, il " participe " et souffre de la démagogie, du confusionnisme et de la répression par les forces réactionnaires, qui par de nouvelles tactiques cherchent à sortir du marais réformiste dans lequel elles se sont englouties.

La réponse populaire a été un rejet total de toutes ces mesures, rejet qui s'est traduit par des grèves, meetings, mobilisations, occupations de locaux, actions de masse. Tout cela représente des coups durs contre la politique anti-populaire et " entreguiste " de la Junte Militaire.

La crise économique que traverse le pays et la décomposition du régime, poussent les masses vers une alternative révolutionnaire, face à la consigne : " Unité nationale " lancé par le gouvernement (voir: rapprochement avec l'APRA dans la démocratie la plus ample), et " augmentation de la production ". L'alternative de la classe ouvrière et des secteurs populaires est la défense et le développement de la voie indépendante du prolétariat et du peuple péruvien, sa mobili-

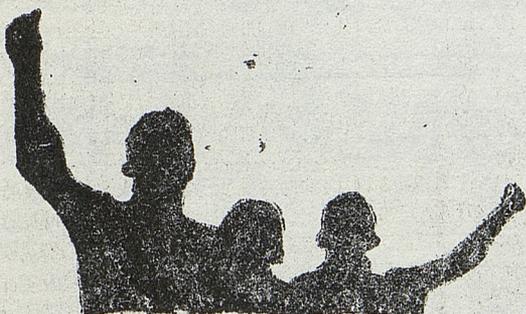
sation, la lutte et l'unification autour du CCUSC¹⁾ et des FEDIP.²⁾

Aujourd'hui, plus que jamais, les secteurs les plus avancés du prolétariat ont compris la nécessité de donner un but correct à cet essor populaire et de mener les masses vers une lutte politique, suivant un programme démocratique populaire qui assurera l'hégémonie du prolétariat et amènera le mouvement paysan ainsi que d'autres couches paupérisées de la population, à donner leur adhésion à la stratégie, la ligne, le programme et la tactique proposés par ces secteurs avancés.

-
- 1) CCUSC : Comité de coordination et unification syndicale classiste, qui prône la reconstruction classiste de la CGTP, réunissant des bases à l'intérieur aussi bien qu'à l'extérieur de la CGTP. Le CCUSC lutte contre les travailleurs "jaunes", le "participationnisme", le réformisme et le révisionnisme. Il a été créé dans la perspective de centraliser les luttes de la classe ouvrière.
 - 2) FEDIP : Front de Défense des Intérêts du Peuple, issue du Front Unique révolutionnaire, qui a servi à centraliser les luttes populaires et à tirer les conclusions des expériences de Moquéga, Arequipa, Puno, Cusco, Bagua etc.
-

NOUVELLE

COMITE POUR L'AMNISTIE POLITIQUE DES TRAVAILLEURS (COPAPOL)



- A l'initiative du Comité de Co-ordination pour l'Unité Syndicale de Classe (CCUSC) s'est réalisé le 8 Nov. 1975 une assemblée avec plus de 50 bases syndica-

les, populaires et étudiantes.

- Au cours de cette grande assemblée, point culminant dans la recherche de l'unité de forces démocratique et populaires, les décisions qui suivent ont été approuvées:

- 1) Le comité se constitue avec un caractère de Front Unique Populaire et Démocratique... et comme un organisme qui centralise les forces populaires autour de ses revendications les plus urgents et cela avec une position de classe.
- 2) Programme de Lutte: Pour la Stabilité Laborale, le Droit de Grève, dérogation des plafonds salariaux, liberté pour les prisonniers politiques et dirigeants syndicaux. Halte aux interventions militaires des bases paysannes.

Ce programme se résume en deux consignes essentielles:

- Lutte populaire pour l'amnistie générale
- La crise doit être payée par l'impérialisme, la bourgeoisie, les grands propriétaires et leurs alliés.

3) Formation du COPAPOL. Pour l'unité et la représentativité

4) Plan de lutte immédiat: Semaine nationale de lutte pour l'amnistie politique des travailleurs (du 10 au 16 Décembre 1975)

REINTEGRATION DES OUVRIERS LICENCIÉS

A PARAMONGA

Le 29 septembre 75, 5 des 29 ouvriers licenciés de la Société PARAMONGA commencèrent une grève de la faim, dans un local de l'Université Nationale d'Ingenieria. Ils réclamaient une amnistie et le ré-embauchage des ouvriers congédiés.

Les 29 ouvriers de l'ancienne entreprise Grace - aujourd'hui Société Paramonga Ltd. avaient été licenciés au mois de juillet 1973, accusé par la compagnie Grace d'avoir abandonné le travail. Malgré que, juridiquement, ce fait n'a jamais pu être prouvé, les autorités laborales n'ont jusqu'à présent, pas donné une solution à ce problème, malgré que deux ans et deux mois sont passés.

L'histoire remonte à juin 1973. Le 20 juin, la Grace licencia 7 ouvriers, les accusant de dégâts matériels au préjudice de l'entreprise. 7 jours plus tard, tous les ouvriers de l'entreprise se déclarèrent en grève, exigeant la libération de six dirigeants syndicaux, détenus à la Sécurité d'Etat et la stabilité de l'emploi pour les gardiens, ainsi que la nationalisation de l'entreprise impérialiste Grace, montrant ainsi clairement leur position anti-impérialiste.

Une semaine plus tard leur grève fut déclarée illégale par l'inspection régionale de travail de Huacho. Et à la même date la Grace envoya des lettres officielles aux ouvriers en les congédiant tous.

Aujourd'hui, le 13 octobre 1975, les grévistes de la faim font savoir qu'ils n'abandonneront pas leur grève tant qu'ils n'auront pas obtenu la ré-embauche de leurs camarades licenciés. Cela fait maintenant 15 jours qu'ils n'ont pas mangé, ils ont perdu 10 kilo chacun et deux des grévistes se trouvent dans un état alarmant.

Le 14 octobre 5 autres ouvriers, qui se joignirent à cette grève, furent, eux aussi, congédiés par la Paramonga. De même jour une délégation arriva à Lima. Elle était composée de dirigeants des syndicats des travailleurs de l'industrie de Paramonga, d'employés de cette même entreprise et de la CAP Paramonga n. 31. La délégation était venue pour obtenir une solution immédiate de ce problème urgent. Le 19 octobre 2 femmes se joignaient à la grève de la faim, c'étaient les femmes de deux grévistes du groupe qui était déjà à son 22^e jour de grève.



Les adhésions de solidarité et l'appui combatif que cette grève a reçu, sont très nombreux, elles se traduisent par des marches de solidarité, des déclarations et par un appui économique aux familles des grévistes. La solidarité classiste du prolétariat pour les camarades de Paramonga se montre très combattive, les manifestations parcourent les rues et les places publiques. Les grévistes de la faim font connaître le caractère répressif et anti-ouvrier du gouvernement militaire qui refuse à ré-embaucher les 29 ouvriers licenciés.

G R E V E D E S M I N E U R S d e l ' E X C E R R O D E P A S C O .

=====
=====

La reunion pleniere de la Federation des Travailleurs de CENTROMIN PERU (ex Cerro de Pasco) decida le 27 septembre 75 de donner le preavis de greve pour le 6 octobre, puisque les revendications des mineurs avaient ete rejetees par l'entreprise d'etat et par les autorites du travail, declarant nul le preavis de greve .

Après une assemblée réunissant 17 bases, la greve commença le 3 octobre , l'offre d'une augmentation de 70 soles ayant ete refusée, puisqu'elle ne correspondait en rien à l'augmentation du coût de la vie . Au debut, 9.000 ouvriers seulement adheraient à la greve, mais à mesure que le temps passait, de plus en plus de syndicats se joignaient au mouvement et après quelques jours la greve comptait avec la totalité des 15.000 mineurs de Centromin Perú .

Les mineurs reclament :

- de meilleurs conditions de vie
- dénoncent le décret 21202 , rejete par la classe ouvriere
- exigent l'arrêt des persécutions et de la repression contre les syndicats et travailleurs .
- demandent l'implantation d'un nouveau et meilleur systeme des prestations à verser à la Sécurité Sociale.
- Une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques, syndicaux et populaires .
- la liberté d'expression, de presse et de reunion .
- L'annulation du décret réglant les greves .
- L'abolition du controle corporatif des travailleurs .
- demandent la réintégration de Victor CUADROS , dirigeant de la Fédération miniere et des metallos de Toquepala, ainsi que des camarades de Paramonga et tous les autres , licenciés ou emprisonnés .
- Se solidarisent avec d'autres syndicats en lutte, et notamment avec les revendications du SUTEP et demandent sa reconnaissance par le gouvernement, ainsi que celle de la CCP et du CCUSC .
- demandent également au gouvernement une protection de l'environnement car les résidus de la mine polluent l'ambiance . Il y a deux rivières qui reçoivent tous les déchets chimiques de la mine . Les mineurs exigent que le gouvernement prenne tous les mesures necessaires pour remedier à cet inconvenient, car cette pollution affecte la production des paysans qui ont leurs champs dans les environ des mines .

A la suite de faits non prouvés, les mineurs se trouvent confrontés à une entreprise qui proclame être leur propriété, mais qui fonctionne, à la base, avec des méthodes capitalistes (organisation, rentabilité, etc .) . Au debut, l'état se montrait un arbitre partial dans les conflits, mais après il s'est vite adjugé le rôle de patron. Il pris à son service non seulement l'appareil répressif qu'il utilisait contre les mineurs, mais aussi tous les moyens de communication, comme la presse socialisée, les radios, la télévision, les revues etc . Il lança une vaste campagne de presse , qui tout en donnant l'information, faussait les faits et mis en question les revendications des mineurs ; on menaçait avec la repression et essaya d'autre part de diviser les travailleurs . Tandis que ceux ci devaient payer s'ils voulaient publier un communiqué dans la presse, les " communiqués " des organismes corporatifs du gouvernement (CTRP, CNA, SERP, JRO) étaient publiés à profusion.

Le president de la République a traité les mineurs " d'inconscients " et de " contre révolutionnaires " . On les accusait de faire perdre au pays chaque jour 650.000 dollars .. c'était la faute des grévistes si les devises manquaient si les investissements diminuaient, si l'importation des produits alimentaires se réduisait , de même que les crédits de l'étranger . Pour toutes ces raisons les mineurs sont taxés par le gouvernement d'être des " contre révolutionnaires " ...

L'unité des travailleurs dans la lutte a contribué à exacerber la crise et les contradictions à l'intérieur du gouvernement et a eu comme conséquence la démission du ministre du travail et de quelques autres membres du gouvernement .

Après sept jours d'intenses mobilisations , les mineurs décidaient le 16 octobre la suspension illimitée de la grève, mais non la fin de celle-ci, comme le prétendait la presse " socialisée " . Prévoyant et sentant venir une répression imminente, qui aurait pu occasionner des morts et des blessés, et qui pourrait être liquidée l'organisation des mineurs et des métallos, des cheminots et des travailleurs de la construction civile, la Fédération prit la décision de suspendre la grève et l'annonça dans un communiqué .

Les travailleurs se rendent bien compte que les salaires arrachés à l'état sont transitoires, dans la mesure qu'ils seront rapidement absorbés par l'inflation, tandis que les conditions de travail sont les mêmes en permanence. Le gouvernement refuse de trouver une solution, car la solution se trouve à la racine du système capitaliste de la production, qui est basé sur le sur-exploitation de l'ouvrier .

Néanmoins, la grève a représentée un succès revendicatif et surtout un succès de l'organisation, puisque la totalité des travailleurs s'étaient groupés autour de la Fédération et avaient adhéré à la grève générale illimitée . Cela signifie que le mouvement a fait un nouveau pas en avant, montrant sa capacité d'organisation et de combattivité . Une combattivité qui se développe après quatre années de répression qui avait mis une fin à la grande grève antérieure en 1971 et qui avait terminé avec le massacre de Cobriza (35 morts et une centaine de mineurs déportés au SEPA) .

En plus, le fait de suspendre, et non pas de terminer la grève , signifie, que les mineurs sont décidés de continuer la lutte sous d'autres formes , (mobilisations , marches , etc) .

Enfin les mineurs appellent à l'unité organisationnelle du prolétariat (dénonçant l'attitude des hésitants et des opportunistes), basé sur :

- La défense de l'autonomie organisationnelle syndicale et politique des travailleurs, contre l'ingérence de l'état .
- La défense intransigeante des libertés démocratiques des travailleurs, leur droit à la grève, la liberté d'expression et la stabilité laborale .
- La défense des salaires et des conditions de travail .
- l'importance de la solidarité avec les syndicats en conflits .

Les travailleurs de PETROMIN PERU ont eu à souffrir les plus fortes répressions, depuis l'ouverture de cette mine au début du siècle. Parmi les plus importantes répressions nous pouvons citer le massacre de Malpaso en 1930, où des dizaines de mineurs furent assassinés pour empêcher qu'ils assistent au Congrès des Mineurs du Centre . Malgré la répression ils réussirent à y assister quand même . Dernièrement, le 10 novembre 1971, la Junta militaire assassina 35 mineurs à Cobriza .

Rien de tout cela a vaincu les travailleurs qui continuent le combat contre la politique pro-impérialiste de la Junta militaire et qui sont plus décidé que jamais de vaincre .



L'attitude de la Junta militaire montre clairement comment le gouvernement exploite et reprime les ouvriers et comment il manœuvre le complexe de Paramonga dont le comportement ne se différencie en rien de celui de la Grace .

Cette lutte a donné lieu à la création d'un Comité de Défense de la stabilité de l'emploi, qui, sous la direction du CCUSC, exige la réintégration à leurs postes de tous les travailleurs licenciés , en raison de la politique répressive de la bourgeoisie et de l'inéprisialisme yankee, appuyés par la Junta militaire qui les représente .

LES LYCEENS MANIFESTENT

Le 22 et 23 octobre 75 eurent lieu à Lima de grandes manifestations d'étudiants et de lycéens des différents établissements de la ville. Ces manifestations de protestation furent appuyées par les professeurs, les étudiants de l'université et des pères de famille .

C'était là l'expression du mécontentement du peuple péruvien qui souffre de la situation actuelle qui règne dans le pays. Les raisons de ce mécontentement qui a amené les lycéens à manifester dans la rue, sont entre autres : la situation critique que dix ans le "San Martin" quelle on n'a. Les lycéens locaux trop unissant pas brité nécessaire, manque de salaires, manque de matériel scolaire, gravant en l'entreprise des gaz toxiques, l'humidité, maladies et l'entreprise difficiles. Les Carbajal, Ri- sont joint San Martin te a été ment .



traverse depuis déjà collège national mixte de Porres " et pour la pas trouvé de solution sont enfermés dans des petits, vétustes, ne réelles conditions de salaires (manque d'hygiène, manque de meubles et de matériel, etc .), et fait aggraver, la proximité de " La Sal " qui dégage des gaz augmentés, occasionnent des bruits venant de rendre les études difficiles. Collèges de Melitencardo Bentin etc. se aux protestations de de Porres et une plainte transmise au gouverne

En vue de cette situation, les lycéens et les pères de famille avaient décidé de prendre des mesures de force, comme par exemple l'occupation des locaux de l'entreprise " La Sal ", des meetings sur la place publique, des marches de protestation, la prise de locaux dans les bâtiments de l'enseignement, etc .

Les manifestants eurent à faire face à une répression brutale, aux gaz lacrymogènes et aux matraques des assassins militaires .

Après deux jours de manifestations continues et lorsque la police dû constater que chaque jour de nouveaux collèges se joignaient à cette lutte les forces de l'ordre se déchainèrent et n'eurent plus aucune considération pour les enfants qui se trouvaient en face d'eux, ni pour les femmes et pères de famille. Leur action se fit plus brutale encore et eu comme conséquence un grand nombre de blessés parmi les manifestants et possiblement 4 MORTS parmi les lycéens .

Il y eu aussi beaucoup de détentions , et les lycéens et étudiants arrêtés durent subir de sévères " interrogatoires " dans les locaux du Corps de la Sécurité d'Etat, connu pour les méthodes brutales utilisées dans la répression des masses populaires .

Il faut signaler que les journaux gouvernementaux, sous le masque d'une attitude absurde paternaliste, essayaient de justifier leurs attaques contre les organisations classistes comme le SUTEP, la FEP etc. , les accusant de politiser les lycéens . Il faut de même dénoncer ici le gouvernement militaire, qui, par l'intermédiaire d'organisations comme le SINAMOS , essaye de rassembler les jeunes dans des organismes comme " Brigades Juveniles " , " Travail populaire " , " J.R.P. " etc . Ces organismes ont pour but d'obtenir l'adhésion des jeunes à leur programme politique et réformiste.

Les professeurs qui font de la politique sont également reprimés sévèrement, on les menace de remplacements et même de la prison .

Les mobilisations des lycéens s'intègrent à la grande masse des mouvements populaires, elles sont étroitement liées aux syndicats et autres groupements classistes de la masse des travailleurs .

LES OUVRIERS PETROLIERS DE LA GEOPHYSICAL EN LUTTE .

=====
=====

Les ouvriers pétrolier de l'entreprise GEOPHYSICAL SERVICE INTERCONTINENTAL ont entrepris le 11 juillet 75 une marche du Cuzco à Lima; marche à laquelle participèrent 120 ouvriers avec leurs femmes et leurs enfants . C'est avec cette action que débuta leur lutte pour leurs justes revendications .

Ils demandent :

- Indemnisation d'une somme d'un demi million de soles pour chaque ouvrier.
- Réintégration commune des travailleurs licenciés .
- Aide médicale jusqu'à la fin de leur vie .
- Paiement de leurs salaires .
- Avantages sociaux et ré-emploi
- L'expulsion de la GEOPHYSICAL du pays .

Cette entreprise a eu une attitude criminelle, forçant les ouvriers de travailler dans des conditions inhumaines (conditions de vie , de travail et de santé). En plus l'entreprise n'a rien fait pour empêcher la contamination massive des travailleurs par l'incurable maladie de la " espundia " , qui peut avoir des conséquences mortelles .



Le gouvernement ne peut nier sa propre responsabilité dans cette question, car il a signé, par l'intermédiaire de la PETRO PERU des contrats avec les entreprises étrangères Peru City Service et Andes Petroleum, qui, elles, signèrent des contrats avec la GEOPHYSICAL pour tous les travaux d'exploration pétrolières dans la forêt vierge de Madre de Dios . Cette responsabilité gouvernementale est encore aggravée par le fait que les autorités ont délibérément ignoré l'avis des médecins, ont déclaré que les

ouvriers pétroliers souffraient simplement de la " Uta " (maladie curable, et non pas de la " espundia " (incurable et mortelle).

Mais le gouvernement va encore plus loin dans ses manoeuvres: il avait organisé un congrès des travailleurs pétroliers qui se tenait dans l'Hotel Sheraton a Lima . Congrès présidé par une Fédération des travailleurs pétroliers composée d'ouvriers en col blanc et cravatte, employés des bureaux, station service et autres officines, etc . Exemple de la perte totale de l'indépendance de classe, indispensable à la défense des intérêts des travailleurs . A ce congrès on arriva à l'extrême de vouloir refuser l'entrée de l'Hotel aux camarades ouvriers de la Geophysical . Mais heureusement il y a au sein de cette Fédération des éléments, qui, même ignorés par la direction, élevèrent leur voix indépendante et commencèrent une sévère lutte contre les agents effrontés de l'ennemi présents à ce congrès .

Néanmoins il faut signaler que les ouvriers du textile n'ont pas obtenu des résultats par un simple appel à des " assemblées ", mais par des mobilisations actives dans leurs bases, comme l'ont prouvé les actions menées dans quelques usines et ayant obtenus des succès. Une grève générale du textile se prépare actuellement.

Le 29 et 30 novembre a eu lieu le II^e congrès plénière du Textile.

QUERECOTILLO

VILLAGE PRIS D'ASSAUT PAR LES MILITAIRES.

Le 13 octobre 1975, le gouvernement militaire fit occuper par l'armée et la police les petites communautés paysannes de Querecotillo et Salitral, groupant environ 5.000 comuneros, affiliés à la Fédération paysanne de Lambayeque.

L'expédition répressive avait été décidée en raison de l'attitude combattive de ces communautés, qui défendent toujours l'intérêt de la classe paysanne, ne tombent pas dans le piège du SINAMOS, restent incorruptibles et dénoncent constamment l'actuel régime qui ne porte aucune solution à leurs problèmes.

L'occupation fut d'abord effectuée par la PIP et des unités de la Garde Civile, qui prirent d'assaut le local communal, pour arrêter le président de la communauté de Querecotillo, Victor Alamo. Celui-ci résista à ses agresseurs et fut blessé d'un coup de crosse à la tête. Les policiers voulaient l'emmener, mais le concierge du local avait fermé à clé la grande porte et la voiture de la PIP ne pouvait pas sortir. Entre temps d'autres comuneros accouraient, ainsi qu'un groupe de femmes, armées de balais, de casseroles, louches et de batons. C'est elles qui réussirent d'arracher Victor Alamo des mains des policiers et l'emmenèrent pour le cacher.

Peu de minutes plus tard un détachement de la Garde Civile, armé de mitraillettes, de bombes lacrymogènes, de revolvers et de gourdins, fit irruption par une porte de derrière du local, menaçant les comuneros qui résistaient de faire feu sur eux. Une bataille s'engagea et deux femmes furent gravement blessées, ainsi que plusieurs paysans.

Entre temps, 50 tanques de guerre et une section de l'armée, occupaient le village, et cernèrent la maison communale, avec ordre de tirer à la moindre résistance. Deux tanques forcèrent l'entrée dans le local, détruisant la grande porte, un autre passa par dessus la maison d'un comunero, qui se trouvait sur son chemin. Les maisons des paysans furent fouillées, hommes, femmes et enfants battus, pour les forcer de révéler la cachette de Victor Alamo et des autres dirigeants de la communauté. Les dégâts faits par l'invasion des militaires et les perquisitions furent énormes.

Dans une réunion convoquée par les militaires, Victor Alamo fut destitué comme président, ainsi que toute la direction de la communauté, et l'ancien gamonal, auquel on restitua toutes ses terres, occupées par les paysans, fut nommé président. Les soldats, bayonnette au canon, obligèrent les paysans de se mettre au garde à vous et de répéter à haute voix les consignes du gouvernement que les officiers leurs lisaient.

Ainsi la Junte Militaire accentue sa politique de répression, malgré qu'elle doit constater que dans la pratique les réformes anti populaires ont souffert un grave échec. Néanmoins la Junte continue avec ses méthodes répressives.

NOTE: Nous apprenons que dans les communautés de Lamas, Saposá et Tarapoto, en pleine forêt vierge, le gouvernement a fait intervenir des troupes " d'élite " pour occuper les villages et attaquer la population. Il y aurait de nombreux morts et blessés et beaucoup de comuneros ont été arrêtés.

PS. Tous les journaux gouvernementaux ont refusé de publier cette information, envoyé par la communauté de Querecotillo, malgré qu'elle était signée par plus de 3.000 comuneros.

- 13 octobre Les élèves du collège mixte de San Martin de Porres prennent le local de l'entreprise Lasal, protestent pour le bruit et les mauvaises odeurs qui émanent de cette entreprise et qui les empêchent de travailler. Ils demandent sa fermeture et réclament en même temps des salles de travail plus spacieuses et une amélioration des installations.
- 14 octobre La communauté paysanne de Quercotillo (Piura) est occupée par l'armée. 50 tanques cernent la maison communale, les militaires destituent le président de la communauté et imposent le gânonal comme président.
14. octobre 110 travailleurs de Helaos Caricia continuent leur grève générale qui dure déjà depuis deux mois et demi. Ils demandent une solution de leur cahier de revendication, présenté il y a un an !.
14. octobre La grève de Hilar Cadma Clave est déclarée illégale et les ouvriers menacés de licenciements.
- 14 octobre 150 ouvriers de la Farmindustria se mettent en grève contre la direction, réclamant une solution pour leurs revendications, déposées le 15 juillet 1975.
- 15 octobre 100 travailleurs de Rayon-Celanece sont en grève illimitée, parce que l'entreprise refuse de respecter la décision du Ministère du Travail qui avait décrété des augmentations de salaires.
- 17 octobre A l'appel du CCUSC un grand meeting de solidarité avec le peuple espagnol est organisé à Lima. Mais le gouvernement militaire a pris immédiatement des mesures pour l'empêcher et a envoyé la police contre les manifestants.
- 19 octobre Les ouvriers de l'industrie de la Bière du Pérou dénoncent la mystérieuse mort du dirigeant syndical Teofilo Delgado. L'avocat déclare que Delgado a été battu à mort ou empoisonné.
- 21 octobre Le SUTEP réuni en assemblée prend la décision de mobiliser ses bases en appui aux écoliers de San Martin de Porras dont le problème n'a pas été résolu. Plusieurs autres établissements scolaires ainsi que des universités décident de donner également leur appui au mouvement.
- 22 octobre Les élèves de "Meliton Carvajal" prennent le local de leur centre éducatif pour appuyer leurs camarades de San Martin de Porres et pour réclamer aussi une solution de leurs propres problèmes. Plus de 2.000 élèves de divers établissements secondaires, ainsi que des universitaires organisent des marches de solidarité dans différents quartiers de Lima. La police intervient et réprime brutalement ces mobilisations.
- 23 octobre La 5e Convencion national du Sutep se réunit.
- 23 octobre Plus de 10.000 personnes, étudiants, lycéens, professeurs et ouvriers, pères de famille etc. se mobilisent dans différents endroits de Lima dénonçant l'assassinat de quatre élèves de secondaire, tués par la police, lors de la manifestation du 22 octobre. La masse demande une solution immédiate des problèmes. Sous les cris de "Morales assassin !" "Quatre étudiants assassinés" et "C'est la Junte qui les a tués !" la manifestation s'avance et interrompt le trafic dans les rues principales de la ville, s'attaque à la police avec des pierres et des gourdins. La police riposte avec brutalité, mais la manifestation continue jusqu'à la place principale de Lima. De très nombreux étudiants et lycéens sont arrêtés, plusieurs ont été portés "disparus". Un enfant de 14 ans est gravement blessé (selon la police "il s'est tappé la tête contre une barre de fer" ..) Une ménagère est tuée dans la bagarre. 20 enfants sont blessés ..
- 24 octobre Le syndicat des travailleurs de Plásticos del Pacifico, commencent une grève générale illimitée. Ils exigent : une augmentation des salaires, de meilleures conditions de travail, une solution de leur revendications déposées en août.
- 24 octobre 500 ouvriers de la fabrique de meubles 501 décident de donner un préavis de grève générale. Ils demandent le paiement des primes, de meilleures conditions de travail, la sécurité sociale.
- 24 octobre Le Congrès régional des travailleurs et employés de l'université de Lambayeque

- 24 octobre La presse "socialiste" (sous control total du gouvernement) nie les morts et accuse le SUTEP comme responsable de ces troubles .Officiellement le gouvernement ne reconnaît que 51 détenus .
- 25 octobre L'entreprise Good Year veut licencier les grévistes et s'appuie pour ce faire sur le décret loi du gouvernement concernant la stabilité de l'emploi .
- 25 octobre Les travailleurs municipaux (les boueux) donnent un préavis de grève et demandent une solution de leurs problèmes concernant le travail.
- 27 octobre La manifestation des ouvriers de l'industrie de la bière du Pérou, et reprise et dissous par la police .
- 28 octobre L'entreprise de l'administration des meubles du Perou (Emadi-Peru) menace de congédier des encasseurs qui protestent parceque leur salaire est inférieur à celui établi par un décret-loi de réajustement des salaires .
- octobre 200 travailleurs de mineurs de Pasco font une marche de Pasco sur Lima avec leurs femmes et leurs enfants pour réclamer leurs salaires Cela fait trois mois qu'ils n'ont pas été payés .
- octobre Plus de 100 travailleurs de l'entreprise Techno Quimica sont en grève depuis le début du mois d'octobre. Ils demandent une augmentation des salaires, solution de leurs revendications .
- octobre Les travailleurs de Toquepala (Southern Peru Copper Corporation) dénoncent l'abus de cette entreprise qui prétend annuler les vacances des travailleurs parceque ceux-ci ne sont pas venus au travail pendant la grève et qui veut en plus leur enlever certains avantages qu'ils avaient obtenus antérieurement .
- octobre Plus de 350 ouvriers de la Tabacalera Nacional ont commencé une grève générale illimitée: ils demandent une solution pour leurs revendications, des avantages pour des travaux de nuit, paiement de 50 % des repas .
- 5 novembre Des travailleurs du textile de Vaña occupent les locaux de l'entreprise .
- 6 novembre 70 ouvriers pétroliers de la Geophisal commencent une grève de la faim .
- 7 novembre La grève des boueux est déclaré illégale .
- 8 novembre Un communiqué du Ministère de l'Intérieur annoncé le licenciement de tous les travailleurs municipaux (boueux) en grève .
- 10 novembre La Justice ouvre une instruction contre les grévistes (boueux) qui sont accusés d'attenter contre la santé publique .
- 10 novembre Une instruction est ouverte contre la Cecoostep (cooperative des instituteurs, contrôlée par le SUTEP).
- 11 novembre Le CCUSC convoque une grande manifestation .
- 11 novembre Une grève a lieu dans la Fetimp en protestation contre la réglementation, pour le droit de grève et en solidarité avec les syndicats en lutte .
- 11-12 nov. Une mobilisation nationale convoquée par le CCUSC pour appuyer les ouvriers pétroliers et les autres secteurs populaires en lutte .
- 13 novembre La grève des 150 ouvriers de Famindustria, commencé le 14 octobre continue .
- 13 novembre La fabrique de meubles 501 lance un appel aux travailleurs, leur demandant de terminer la grève (commencée le 24 octobre) .
- 13 novembre Les mineurs De San Genaro (Huancavelica) donnent un préavis de grève .
- 13,14.15 novembre III e Congrès ordinaire de la Fédération départementale des travailleurs mineurs et métallos de Cerro de Pasco , à Conqujerca (Cerro de Pasco)
- 20 novembre Grande manifestation convoquée par le comité de mobilisation du Fetimp, exigeant le ré embauchage d'ouvriers licenciés, amnistie générale, arrêt des procès contre les dirigeants et dérogation de la loi qui règle les grèves.
- 26 novembre Congrès de la Fédération des Pêcheurs du Pérou .

REFORMISME MILITAIRE -3-

Nos deux articles précédents¹ montrent les contradictions internes de la formation sociale péruvienne et les causes des programmes de Réforme Agraire, le décret loi 17716 étant le plus ambitieux (dans le cadre bourgeois et de domination impérialiste). Ce décret mis en œuvre par l'actuelleunte militaire de gouvernement, présidé par le général Velasco dès octobre 1968 et qui fut balayé de la scène politique à la fin août 1975 par son premier ministre le général Morales Bermudes². Dans notre dernier article, nous analysions la propriété de la terre et la situation de la grande, moyenne et petite agriculture; et la manière dont elles sont affectées par la Réforme agraire.

Nous avons vu aussi les nouvelles institutions créées par le gouvernement militaire pour faciliter la généralisation du capitalisme à la campagne et pouvoir également s'attaquer aux mouvements paysan et à ses organisations de classe.

Dans cet article nous essaierons de faire un bilan de la réforme agraire; en outre, nous analyserons la situation du mouvement paysan au Pérou ainsi que ses perspectives et le rôle de l'état Grand-bourgeois et pro-impérialiste.

IV-BILAN DE LA REFORME AGRAIRE

1^o Aspect quantitatif

Le plan national de développement pour 1971-1975 considère que pour 1975 sera complété le programme de réforme agraire; pour ceci; on fera le transfert de 24822 domaines couvrant une superficie de 11387000 ha et qui seraient distribués à 267240 familles (plan national de développement -volumen II -plan agricole pl7)

Mais il existe au Pérou 1300000 familles dans le milieu rural, nous voyons donc qu'un peu plus d'un million de familles paysannes resteront sans accès à la terre et continueront d'être abandonnées dans la misère.

Par ailleurs, les superficies que la réforme agraire prétendait transférer correspondent aux 2/3 de la superficie agricole de notre pays, et 1/5 à peine de pâturages naturels. Par conséquent, la vieille oligarchie foncière continuera à contrôler 1/3 de la superficie agricole et 4/5 des pâturages naturels.

En ce qui concerne le processus-même, jusqu'au 31 juillet 1974, avaient été "transférés" 4588036 ha à 194312 familles, c'est-à-dire qui il restait un an seulement pour "transférer" plus de la moitié des terres que le gouvernement s'était proposé pour objectif.

Par conséquent, si on analyse la réforme agraire du point de vue quantitatif, elle est insignifiante face aux besoins réels des plus larges masses paysannes et insuffisante dans la solution de la problématique agraire.

¹ Voir Pérou Information N° 11 (Juin-Juillet 75) et N° 12 (Oct. 75)

² Tout ce qui concerne le changement de président (coup institutionnel du 29 août 75) a été analysé dans Pérou Information N° 12 pages 1, 2 et 3.

2^o Aspects Qualitatifs .- Il convient de signaler que selon la "planification" du gouvernement: "l'agriculture ne résoudra pas intégralement les problèmes qui affectent l'habitant rural", "...et que tant que 50% de la population active reste dépendante de l'agriculture, les revenus de l'habitant rural seront toujours inférieurs à ceux du reste de la population, et

qu'ils pourront s'élever dans la mesure où on pourrait favoriser un processus massif d'industrialisation permettant le transfert de la population de la campagne vers les centres urbains"...et plus loin il affirme que "dans un horizon à plus long terme, l'image du développement s'appuie nécessairement sur un processus industriel urbain" (Plan National de Développement, volume II, p.24)

Ces affirmations constituent le fondement idéologique de la conception de développement du gouvernement militaire, et elles démontrent que la Réforme Agraire est conçue comme un palliatif, sans chercher en conséquence à résoudre le problème de la paysannerie selon la propre réalité péruvienne, sans prendre en considération les particularités de la formation sociale péruvienne, bien au contraire, elle prétend s'appuyer sur un modèle industrialisant de développement dépen-



dant (modelo industrialisante desarrollista), sacrificant ainsi la campagne pour l'expansion urbaine, c'est-à-dire, ils ne font que copier les "modèles" de "développement" lancés par les idéologues de l'impérialisme comme Rostow, prétendant imiter le chemin suivi par les pays qui aujourd'hui constituent les centres capitalistes (Europe, USA.) De cette manière les "idéologues" de la dite "REVOLUTION PERUVIENNE" des militaires démontrent leur incapacité à concevoir une vision de développement et tombent dans une paresse mentale qui les conduit à copier des voies historiquement dépassées et qui n'ajustent pas à notre réalité, encore moins maintenant dans l'étape de crise de la phase impérialiste du capitalisme mondial, et l'époque de la Révolution Mondiale des peuples pour construire le Socialisme.

3°.-En conclusion, nous pouvons dire :

a) Selon les caractéristiques quantitatives et qualitatives de la Réforme Agraire, celle-ci ne liquide pas le latifundium ni les gros propriétaires fonciers (terratenientes) comme, classe, bien au contraire elle les préserve en donnant à la propriété une "nouvelle distribution" en essayant d'adopter le latifundium et les "terratenientes" au besoin du néocolonialisme, c'est-à-dire elle essaie de consolider le latifundium et les gros propriétaires de nouveau type, sans supprimer tous les anciens et en laissant la plus grande partie de la paysannerie pauvre et sans terre dans la même situation et pour qui aucune mesure n'est prévue sauf quelques déclarations démagogiques.

b) Le fondement idéologique, politique et économique de la Réforme Agraire n'est nullement une nouvelle voie d'une Révolution originale "à la péruvienne"; bien au contraire elle obéit aux intérêts d'expansion du marché intérieur au bénéfice des secteurs bourgeois pour consolider un développement capitaliste dépendant de l'imperialisme dont les programmes se basent principalement sur les fondements de l'Alliance pour le Progrès et la charte de Punta del Este.

V.- LE MOUVEMENT PAYSAN.

Les luttes paysannes séculaires contre la domination de classe des "encomenderos", "terratenientes" et "oligarques" ont eu pour fondement la récupération de leur droit à la terre et leur libération. Si nous analysons les luttes au début du siècle des larges masses paysannes contre l'exploitation féodale et semi-féodale, nous constatons qu'elles étaient violemment réprimées ainsi par exemple pendant la décennie 1920-1930, les mouvements paysans massifs et violents de CANAS, y ESPINAR (Cuzco), LAMAS (Ayacucho), TAYACAJA (Huancavelica), HUANCANE et AZANGARO (Puno) et QUISPICANCHIS (Cuzco). Ces soulèvements contre les gros propriétaires, pour la terre, contre la servitude, pour les droits et libertés démocratiques étaient spontanés, sans programme, et sans pouvoir résister à la violence des classes réactionnaires.

Pendant la décennie 1950-1960, les syndicats des salariés des domaines sucriers de la côte nord: CASA GRANDE, POMALCA, CARTAVIO principalement ont déclenché une période de montée d'un grand mouvement paysan qui a secoué tout le pays.

En 1960, les communautés des RANCAS, YANAHUANCA, YARUSCAYAN, COCHAMARCA, PACOYAN, SAN PEDRO DE PARI se sont lancés à la récupération des terres des pâturages et cultures dont les gros propriétaires natifs et les consortium de la CERRO DE PASCO (compagnie minière yankee) s'étaient appropriés.

Cette lutte a duré 3 ans environ. Parallèlement à ce mouvement, en 1958 les syndicats des métayers de la vallée de la Convención et Lares (dont les antécédents remontent à 1933-1948) commencent à proliférer dans les coins les plus reculés de cette zone montagneuse, et déjà en 1962-63, leur nombre est de 72. Ils s'emparent des terres de 70 gros propriétaires c'est-à-dire 50% du total existant dans cette province.

Du point de vue économique ces luttes expriment le besoin de terre que ressent la paysannerie; du point de vue social, elles vont à l'encontre de la servitude et des mauvais traitements infligés par les propriétaires et revendiquent en même temps les libertés et les droits démocratiques, mais sans poser le problème politique c'est-à-dire le problème de la prise du pouvoir, de l'état.

I^o LA CONFEDERATION PAYSANNE DU PEROU (confederación de campesinos del Perú): C.C.P.

Sa fondation en 1947 constitue un événement historique important puisqu'elle résume l'orientation que des secteurs avancés s'efforcent de donner au problème agraire et au problème paysan. C'est la manifestation de l'effort destiné à apporter au sein de la paysannerie "l'idéologie du prolétariat". Pour rompre ainsi avec le paternalisme féodal et le conformisme que l'oligarchie lui imposait, c'est aussi un des premiers efforts pour matérialiser dans ses formes les plus simples l'alliance entre ouvriers et paysans, laquelle n'a pas progressé à cause de l'orientation réformiste et populiste de ceux qui en ont pris la direction.

Le rôle de la direction de la C.C.P. à cette époque consistait à suivre la spontanéité des masses, même pour les revendications immédiates qui auraient dû être prises comme moyen pour l'agitation et la propagande, mais leur méthode et forme d'organisation et de lutte ne dépassèrent pas ce caractère. Cette direction que alors correspondait au courant populiste petit-bourgeois de Saturnino Paredes, au début, se à la querelle légaliste démocratique bourgeoise; ensuite quand la paysannerie s'est mobilisée pour les "Prises de terres", elle ne faisait que les approuver et impulser, et finalement, quand Belaunde accède au pouvoir, cette direc-

tion présente un "projet de loi de Réforme Agraire" à un parlement où dominaient les secteurs oligarchiques des gros propriétaires fonciers et grands - bourgeois pro impérialistes.

La voie populiste de Paredes concevait la revendication immédiate de la terre dans le même système économique et social du pays, sous la direction de la grande bourgeoisie et des gros propriétaires fonciers pro-impérialistes. A cette conception répondait le mot d'ordre : "Por tierra y libertad" (pour la terre et la liberté).

L'ironie de l'histoire fait apparaître aujourd'hui un nouveau "conseiller" de la paysannerie: Letts Colmenares, et une autre C.C.P.. Ces courants appuient les "prises de terres" comme aspect essentiel de la conjoncture actuelle, en partant de la tactique centrale de "profiter des contradictions du régime (JMG) avec les gros propriétaires fonciers" et "transformer la réforme en révolution". La cause en est leur caractérisation erronée du régime.

"Bourgeoisie Nationale". c'est ainsi que le IV congrès de la C.C.P. à Huaral (1974) a approuvé les résolutions sur les "prises de terre" qu'elles ne sont plus considérées comme des "améliorations temporaires" mais comme une "lutte révolutionnaire" et capable de "changer tout le ordre social". Dans la dite "prise de terre" n'est accompagnée d'une lutte politique pour l'instauration d'un gouvernement populaire révolutionnaire avec la participation de la paysannerie, la direction du prolétariat et la base de l'alliance entre ces classes.

Le manque de conscience révolutionnaire du mouvement paysan, l'offensive idéologique et politique de la JMG. et le service de collaboration du populisme bourgeois actuels dirigeants de la C.C.P. (Letts et autres); ces facteurs déterminent la situation à la campagne, délicate puisqu'ils favorisent la concrétisation des plans de la JMG. lesquels ont obtenu certains succès, avec l'influence développée dans les secteurs "bénéficiaires" et autres à travers lesquels s'organisent les ligues agraires et la C.N.A. (confédération nationale agraire) créée par le gouvernement.

2°.- NOUVEL ESSOR DU MOUVEMENT PAYSAN : la violente répression déclenchée par les forces armées durant la première moitié des années 60 pendant les gouvernements de Prado, Perez Godoy, Belaunde; combinée avec la démagogie électorale agrariste de ce dernier, et la forte répression menée par la dictature militaire de Velasco combinée aussi à une démagogie "Nationaliste" "antioligarchique" et avec le slogan dirigé à la paysannerie "le patron ne mangera plus de ta pauvreté"; et en agitant le drapeau de la Réforme Agraire 17.7.16 et bien d'autres causes ont occasionné des replis et parfois une paralysie du mouvement paysan qui se sont prolongés jusqu'à ces dernières années. C'est surtout la promulgation de cette loi accompagnée d'une grande offensive idéologique et d'une grande propagande qui ont créé pour ainsi dire une certaine expectative dans la paysannerie, et donc une inertie dans le mouvement des masses rurales.

Cette paralysie générale - au moins dans les zones traditionnellement combattives - n'a pas empêché les mouvements isolés qui se sont produits de façon sporadique, pendant cette même période. sous forme latente :



me de
est
CCP.
thè-
les-
rées
rai-
volu
ger-
fond
pas
que
ne-
avec
sous
sur
deux

révo
re,
pay-
poli
ou
geois
C.P.
ren-
plus
la
reac



te, la paysannerie des différentes régions du pays a lutté pour la terre le bien-être matériel et culturel et pour les droits et libertés démocratiques.

Nous avons ainsi dans la région de "ceja de montaña" les luttes de Llunchicato à Bagua; celles de la communauté de Eecash à Carhuaz en 1971, Que llouno dans la province de la Convención y de Choco à Guzco en 1972, de nouveau à Eecash en 1973 et dernièrement Huapacas- Santiago dans la province de Chucuito(Puno) en 1974.

SUR LA CÔTE. il y a eu des mouvements paysans à Piura: Limonal, Rincona Da, San Francisco de Chucan et la Golondrina. à Lambayeque: Reque, Olmos, San Jose, Catacho, Collique alto, Espinal carniche, Potrerillo, Virú, Sindicatos des C.A.P.S. (Cayalti, Pucala et Pomalca), à Lima : Calusa, Tres marias, Rontoy, Hunaya et San Felipe; Huaura, Huando, Galeano terre blanca, Boza, Huaral. Dans les C.A.P.S.: Paramonga, San Jacinto, Cartavio. Ces luttes ont été menées pour satisfaire le besoin de terre que ressentent les paysans pauvres et moyens principalement ou pour l'augmentation des salaires, pour les avantages sociaux et les conquêtes syndicales, mais ont été en majorité spontanées, et là où il y a eu une direction, celle-ci était réformiste.

Pendant les mois de juillet et août 1974 il s'est produit un mouvement paysan sur presque toute la province de Andahuaylas (Apurimac) caractérisé par la prise des terres de 60 haciendas environ, des districts de Cocharcas, Chincheros, Andarapa, Pacucha et Huanacaray. D'après leurs dimensions et caractéristiques, ces mouvements marquent le début d'un nouvel essor spontané du mouvement paysan, et la présence du réformisme démocrate-bourgeois qui veut l'hégémoniser. Ceci explique que la paysannerie commence à prendre conscience du caractère anti-paysan de la Réforme Agraire et que les vieilles contradictions s'exacerbent : le manque de terre, l'exploitation semi-féodale, l'augmentation des impôts, de l'intérêt, du coût de la vie, des semences, des inputs, les bas prix payés par EPSA et les accapareurs de leurs produits, les salaires misérables; ainsi que du processus accéléré de paupérisation auquel sont soumis les paysans pauvres et moyens pendant ces dernières années.

Par ailleurs, le manque de conscience révolutionnaire des grandes masses paysannes se manifeste comme un facteur adverse dans les conditions de notre pays puisque la campagne démagogique du gouvernement essaie de le gagner et de le contrôler à l'aide d'illusions comme la "propriété coopérative", la "copropriété", la "cogestion", l'"autogestion" etc... tout ceci pour transformer la force principale de la Révolution en réserve de la contre-révolution.

LES UREC : Union Révolutionnaire des paysans (union revolucionaria de campesinos.)

La paysannerie dans son progrès et sa clarification commence à prendre de nouvelles positions qui s'adaptent mieux à sa tâche historique pour la conquête du pouvoir en alliance avec la classe ouvrière pour en finir avec la dictature Grande-bourgeoise et pro-impérialiste de la J.M.G.. C'est ainsi que se développent les UREC dont nous pouvons résumer les positions comme il suit:

-La paysannerie est la force principale de la Révolution, et l'alliée la plus proche et de confiance du prolétariat.

-La remise en question théorique du pouvoir politique réactionnaire, son réel renversement et son remplacement est le problème principal de la Révolution, qui ne peut être résolu de façon immédiate ni en un seul moment concret, mais dans un processus long et prolongé. Cette question est résolue dans ses aspects concrets avec la tâche stratégique immédiate et la tâche politique.

-La matérialisation de l'alliance ouvrière-paysanne a comme forme principale la construction du parti révolutionnaire à la campagne. La consigne qui exprime le plus nettement la tactique politique pour la situation actuelle est: "rejeter les illusions du réformisme et persévérer pour la Révolution".

-L'UREC est une organisation semi-clandestine groupant des paysans pauvres

sans terres (parias), les salariés agricoles), les paysans pauvres avec peu de terre et les paysans moyens plus avancés, progressistes et révolutionnaires, disposés à diriger la lutte revendicative, politique et idéologique de la paysannerie. Ils acceptent la direction du prolétariat dans la Révolution Agraire anti-impérialiste et ils se basent sur le principe de la lutte des classes, de l'indépendance politique, du centralisme démocratique, de l'autosoutien et de solidarité, se constituant en tant que forme d'organisation embryonnaire de l'alliance ouvrière paysanne

VI. RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA RÉFORME AGRAIRE.

L'état détient la propriété des terres expropriées et transfère seulement la possession (puisque'il faut payer les terres pendant 20 ou 30 ans). La terre est payée en argent lequel est réalisé par la commercialisation de la production et qui constitue la rente. Cette rente peut être seulement mise à disposition, transférée, appropriée ou répartie par l'état 30% environ sortent du pays sous forme d'intérêts², une partie à peu près égale est transférée dans l'industrie, et une quantité moindre reste sous forme de salaire ou "profit" équivalent à la quantité nécessaire pour produire et reproduire.

-Avant l'application de la Réforme Agraire, il existait des compagnies étrangères, et yankees en particulier, propriétaires d'immenses domaines; aujourd'hui leur présence physique en tant que propriétaire a disparu, mais la domination du capital impérialiste s'est généralisée dans l'agriculture à travers le capital bancaire en passant par l'Etat.

-Dans une société comme celle du Pérou, un processus d'étatisation ou "coopérativisation" a un caractère privé et par conséquent lié à la propriété de la terre, un caractère latifundiaire et donc "terrateniente" et se base sur une conception de modernisation néocoloniale de nouveau type.

-Auparavant l'Etat fut aussi terrateniente de type ancien, maintenant il se cache derrière la dette agraire et les "entreprises associatives" c'est pourquoi nous l'appellons : Etat terrateniente néo-colonial de nouveau type.

-Pour les mêmes raisons la "collectivisation" n'est pas démocratique, socialiste ni communiste. Pour avoir ces caractères, il faut un Etat et une société de démocratie nationale ou socialiste. Les coopératives et SAIS sont un mélange de "société mercantile" et coopérative sous la forme, et avec une essence semi-féodale, néo-coloniale et de transition au capitalisme dépendant

Avec cet article nous terminons cette brève analyse sur les structures agraires au Pérou. Nous ne croyons pas avoir épuisé le sujet, loin de là, Pérou Information en reprendra le thème selon les manifestations classistes que la paysannerie donnera pour répudier le gouvernement militaire.

POR TIERRA , LIBERACION NACIONAL Y UN GOBIERNO
POPULAR REVOLUCIONARIO

² Il est bien connu que l'AID, le FMI et le BID ont fait des prêts au gouvernement militaire pour financer la Réforme Agraire d'un montant de 15 milliards de soles (1F = 10 soles) et touchent un intérêt atteignant parfois 30%. Les emprunts sont remboursés à l'aide de la dette agraire que doivent payer les paysans "bénéficiaires", de là le caractère pro-impérialiste de la Réforme Agraire

DOCUMENTS

DECLARATION DU PARTI

COMMUNISTE

DU PÉROU

Deux mois à peine se sont écoulés depuis le coup d'état institutionnel du 29 août. On peut déjà évaluer les particularités et tendances du gouvernement du général Morales Bermudez. A l'heure actuelle les illusions de ceux qui aiment trouver des aspects positifs dans ce type de destitution suivant un processus typiquement petit bourgeois ont dû être balayées par la dure réalité. En ce qui concerne notre parti, les faits ^{ont} grandement confirmé le discours public du bureau politique du comité central (3 septembre). Mais les événements récents et les actions lancées à l'avenir par la classe ouvrière et le peuple péruvien doivent nous inciter par conséquent à reconsidérer ces opinions à la lumière des tâches fondamentales à accomplir par la classe ouvrière et le peuple péruvien.



Le réformisme bourgeois pro-impérialiste est condamné à la banqueroute totale. La destitution de Velasco Alvarado du gouvernement ne signifie pas (comme les scribes au service de la junte militaire s'évertuent à le faire croire à l'opinion publique) un changement simple dans l'accomplissement du "Processus Révolutionnaire" tendant à combattre les cultes de personnalités et les méthodes répressives et fascisantes mises clairement en évidence en août dernier. Cette destitution ne correspond pas non plus à une étape sérieuse et indispensable dans une meilleure application du processus comme le soutiennent allègrement le révisionisme créole et compagnie. Les deux mois passés confirment largement nos affirmations selon lesquelles une telle destitution fut imposée par des forces plus profondes ; l'échec du projet réformiste bourgeois pro-impérialiste comme palliatif pour amortir la lutte des classes ; la décomposition politique du régime de Velasco et le processus de regroupement des forces dans son ensemble qui eut comme prologue diverses crises ministérielles et des luttes au sein des F.F.A.A., le désordre de l'économie nationale engendré par la crise

structurelle et par la politique anti-populaire du gouvernement militaire et surtout l'inévitable incapacité du régime pour embrigader les masses et les soumettre à la férule des organisations corporatives constituées à cette fin sous la protection de la bureaucratie étatique et des organismes financiers d'état.

Indépendamment des désirs des militaires et des écrivains à leur solde, détenteurs de la presse d'état, la lutte des classes s'accroît et s'étendait atteignant chaque jour de plus grands secteurs de la population. Ni la démagogie, ni la répression, ni le corporativisme, ni la suppression systématique des droits démocratiques et syndicaux élémentaires, ni les prisons et les déportations dont souffrirent les masses travailleuses et populaires des campagnes et des villes par le Révisionisme créole, n'ont pu étouffer la capacité et la volonté de lutte du peuple qui défend son salaire et de meilleures conditions de vie et de travail, ses droits violés ou menacés, ses revendications sociales négligées, sa légitime aspiration à la propriété gratuite

de la terre et la suppression des entreprises impérialistes travaillant dans notre pays.

Depuis Huanta et Ayacucho jusqu'aux mobilisations du 15 août, en pleine montée du caractère répressif et fascisant du régime, le peuple a combattu les manœuvres et l'appareil répressif du régime militaire. Tout en regroupant et unifiant sous sa direction, la réaction dans son ensemble, le gouvernement de Morales Bermudez, sous les signes "d'Unité Nationale", de "Paix Sociale" et d'"Amour à la Patrie", instaure les conditions les plus favorables lui permettant de frapper les masses et de leur imposer ses mesures économiques et politiques. L'appel à l'"Unité nationale" lui permet justement de piéger les masses populaires en les trompant et en minant leurs organisations naturelles, en les poussant à la conciliation et à l'apaisement social, conditions nécessaires pour faciliter le regroupement de ses forces, assurer une meilleure surexploitation du travail salarié et non-salarié faisant ainsi porter le fardeau de la crise par les masses laborieuses. C'est ainsi que nous comprenons la campagne démagogique dans laquelle il est engagé, proclamant clairement qu'il suit la "voie du Socialisme Péruvien" et autonome. "L'anti-impérialisme", formule creuse du "Velasquisme", lui semble déjà insuffisante. Il fait appel à d'autres systèmes rhétoriques, à d'autres phrases, à d'autres symboles, "plus révolutionnaires", dont la réaction s'empare, qu'elle applaudit et soutien sans réserve car ils constituent justement l'expression la plus vulgaire de la démagogie bourgeoise mise au goût du jour ; il a instauré simultanément le Front National de Défense de la Révolution d'une évidente nature corporative qui s'inspirera des organisations créées et soutenues par la bureaucratie nationale auquel le révisionisme, par l'intermédiaire de l'équipe dirigeante de la C.G.T.P. s'est empressé d'offrir son concours et son soutien. Le SINAMOS étant en faillite, et les projets de créer son propre Parti politique ayant échoué, voici un nouveau projet qui voudrait mettre dans une même catégorie et soumettre au même pouvoir les bourgeois et

les prolétaires, les propriétaires foncier et les paysans, les agents de l'impérialisme et les bureaucrates.

Tel est le fondement social, "Socialisme Libertaires", de la doctrine réactionnaire et démagogique qu'il offre au peuple péruvien et que l'après aussi bien que le révisionisme créole approuvent bruyamment mais le peuple continue la lutte ... Sitôt le président installé dans ses fonctions, suivant le plan dans le cadre duquel les DL 21201 et 21202 ont été pris, le gouvernement fait une dévaluation de 16% du sol (monnaie péruvienne) sans prendre simultanément aucune mesure pour permettre aux travailleurs de compenser la perte du pouvoir d'achat de leurs salaires. L'application de salaires maxima, la réapparition du "Décret-Loi de 1913" interdisant le droit de grève font partie de la politique du gouvernement qui tend à faire supporter la crise économique uniquement par les travailleurs; les encouragements répétés pour augmenter la production sont également destinés à cette fin alors qu'en réalité c'est une façon de cacher la surexploitation du travail salarié et non-salarié.

La riposte populaire ne s'est pas faite attendre : son rejet de toutes ces mesures concrétisé dans la consigne "ce sont les exploités qui doivent payer la crise" et se manifestant par des grèves, mobilisations, meetings, occupations de locaux, actions de masses des villages de Lamas, Saposá et Tarapoto qui frappent durement la politique anti-populaire et défaitiste du régime dirigé par Morales Bermudez, ces mesures ont prouvé et démontré le caractère limité, précaire et provisoire des concessions politiques annoncées avec tambour et trompette. Nous connaissons déjà les résultats : irruption de tanks et chars de l'armée dans la communauté de Querecotillo, intervention des troupes d'élite pour étouffer la lutte des peuples de Lamas, Saposá et Tarapoto entraînant l'inévitable série de morts, blessés, emprisonnés et licenciés ; répression s'abattant sur les lycéens de Lima et Chiclayo.

L'offensive gouvernementale est dirigée contre la classe ouvrière et le peuple. Citons la campagne contre le pro-

létariat de la mine et de la métallurgie de "Centromin Peru", contre le SUTEP, contre les paysans de Querecotillo et Cajamarca, contre les étudiants, contre la politique de division de l'extrême gauche. Face à cette offensive, l'APRA et toute la réaction se réjouissent et applaudissent.

Aucun travailleur ne doit se tromper. Les événements cités sont suffisants pour lui démontrer qu'il ne s'agit que d'une nouvelle version de la vieille politique créole. La seule alternative contre le régime en place et la réaction en général est la lutte résolue des classes ainsi que la volonté de lutte et de dénonciation des abus.

A NOUVELLES TACHES, NOUVELLES RESPONSABILITES

Actuellement, le problème de base pour le peuple péruvien est toujours de s'organiser de façon révolutionnaire et indépendante, en suivant la direction du prolétariat et soutenu par l'alliance des ouvriers et des paysans. En d'autres termes il faut construire la lutte indépendante du prolétariat et des masses, lutter pour conquérir et soutenir l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, rompre avec l'opportunisme et le réformisme qui lient le mouvement ouvrier et populaire aux besoins de la bourgeoisie.

La lutte pour le pouvoir et pour la dictature démocratique populaire par la violence révolutionnaire comme moyen principal de combat constitue le problème central que la révolution doit résoudre et qu'aucun révolutionnaire ne doit oublier. Nous trouvons là la différence qui sépare les révolutionnaires de l'opportunisme en général et du révisionnisme et réformisme en particulier. Tel est le problème décisif entre la révolution et la contre-révolution, entre la ligne du prolétariat et la ligne de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie dans tout le déroulement de la révolution nationale démocratique et populaire ; il faut donc savoir essentiellement comment conquérir et soutenir l'hégémonie du prolétariat dans la phase de lutte pour le pouvoir.

L'expérience historique, et notamment celle de ces dernières années, a confirmé à maintes reprises que négliger ce problème ou le reléguer au second plan entrave le progrès de la révolution, rend plus difficile l'organisation révolutionnaire des masses, perpétue l'économisme et le spontanéisme, empêche le processus de bolchevisation du parti révolutionnaire du prolétariat en facilitant l'opportunisme, la politique désordonnée de la réaction et le révisionnisme. Il faut impérativement tirer les masses du marasme de l'économisme et du spontanéisme et les faire avancer audacieusement vers la révolution. Les masses progressent, luttent et se radicalisent sans cesse bien que souvent de façon spontanée ou sous l'influence révolutionnaire encore faible du parti du prolétariat.

Les contradictions sociales s'accroissent dans la vaste campagne et dans les villes. Cette tendance imposée par les conditions objectives du développement social et de celui de la lutte des classes ne pourra être ralentie ni évitée par le gouvernement et sa bureaucratie. Nous sommes dans les meilleures conditions pour stimuler l'extension du mouvement des masses, que faut-il faire ? : s'organiser et se mobiliser pour la révolution, rompre définitivement avec toute forme de fétichisation de la démocratie bourgeoise et des prétendues possibilités révolutionnaires de la bourgeoisie, de sa prétendue capacité à diriger la révolution nationale démocratique et travailler enfin à l'alliance ouvrière-paysanne autour du programme et des tâches de la révolution nationale, démocratique et populaire. Nous devons comprendre que, sans la concrétisation de l'alliance ouvrière-paysanne, on ne peut concevoir le front unique révolutionnaire, la guerre populaire, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution.

La volonté et la capacité de lutte de nos masses travailleuses à la ville et à la campagne sont indiscutables : les 7 dernières années le prouvent de façon éclatante. Ce n'est pas le fruit du hasard si la consigne de mobilisation politique des masses lancée par notre parti a reçu une prompt acceptation et est devenue la principale forme de lutte. Cependant les formes d'or-

ganisation des masses et la capacité d'organisation du parti révolutionnaire du prolétariat n'ont aucun rapport ni avec la capacité de lutte de celles-ci ni avec l'importance du développement du mouvement populaire encore essentiellement spontané. La politique centraliste le sectarisme, le verbalisme et les méthodes anarchisantes qui subsistent encore dans une grande mesure, constituent de sérieuses entraves pour une meilleure cohésion. L'organisation révolutionnaire dans le cadre de la lutte des classes est nécessaire pour réaliser la lutte des masses dans de meilleures conditions et riposter à l'offensive de la réaction et de l'impérialisme.

Une autre des grandes tâches de la révolution consiste à regrouper des forces révolutionnaires afin d'accéder à des luttes plus déterminantes.

En définitive, on sait qu'il est impossible de créer un mouvement révolutionnaire puissant si l'on ne combat pas en même temps efficacement et au moment voulu l'offensive démagogique des classes exploiteuses, si l'on ne triomphe pas de la "paix sociale" par la lutte des classes, si l'on n'isole pas en les détruisant les courants révisionnistes et réformistes sous toutes leurs formes qui représentent la raison principale de la paralysie et de la déformation du mouvement populaire. Il est par conséquent indispensable de combattre les hésitations de la petite bourgeoisie et son penchant à la conciliation.

Nous vivons une étape spéciale de la lutte des classes dans notre pays, un moment de graves responsabilités. Dans ces conditions, il n'existe pas de perspectives favorables pour le peuple du côté de la réaction et de l'impérialisme. La succession de Velasco Alvarado par Morales Bermudez ne se traduit pas non plus par un mieux être pour la grande majorité des masses opprimées et exploitées du Pérou, ni par aucune possibilités d'amélioration des conditions de vie des masses, ni par la fin de la domination néo-coloniale de l'impérialisme, surtout yanqui. La seule possibilité historiquement valable est la conquête du pouvoir par le peuple en armes, l'instauration d'un gouvernement populaire révolutionnaire, la suppression de l'im-

périalisme, des propriétaires terriens et de la grande bourgeoisie. En un mot, la révolution populaire.

Le parti communiste du Pérou, parti révolutionnaire du prolétariat péruvien, appelle tous les secteurs populaires et révolutionnaires à s'engager dans cette voie, à construire la politique indépendante du prolétariat, à regrouper les forces en rejetant les illusions du réformisme et en persévérant dans la révolution. Les meilleurs éléments de la classe ouvrière et du peuple péruvien sont engagés dans cette voie : c'est le seul chemin à suivre. Nous sommes certains d'atteindre notre objectif. Nous sommes intimement persuadés que toute l'argumentation démagogique du gouvernement et de ses scribes de service, y compris les révisionnistes créoles s'écroulera bruyamment par les coups de la lutte des classes, de la lutte révolutionnaire du peuple péruvien pour la libération nationale, la démocratie populaire et le socialisme.

ORGANISONS LA LUTTE DES CLASSES REVOLUTIONNAIRE

*POUR AMELIORER LES CONDITIONS DE COMBAT
DES MASSES !*

POUR UN GOUVERNEMENT POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE

*POUR LA LIBERATION NATIONALE, LA DEMOCRATIE
POPULAIRE ET LE SOCIALISME !*

Pérou, Novembre 1975

LE BUREAU POLITIQUE
DU COMITE CENTRAL

PARTI COMMUNISTE DU PEROU



Entrevue à un Dirigeant du SUTEP

Question 1 : *Quels sont actuellement les principaux problèmes du SUTEP ?*

Il faut rectifier la question. Le SUTEP est l'organisme syndical des enseignants péruviens et lutte pour la défense des intérêts de ceux-ci. Parlons donc des problèmes des enseignants. Ils constituent un secteur exploité et en marge dont les problèmes sont les mêmes que ceux du prolétariat et des secteurs populaires. Les bas salaires, le manque de sécurité dans l'emploi, l'exploitation, le chômage, la misère, le manque de sécurité au niveau social, la non-reconnaissance de leur organisation corporative représentative, les pires conditions de travail, le manque de libertés démocratiques, les abus des autorités, les chantages et les agressions patronales, la mise à l'écart au niveau de l'éducation et de la culture, etc ..., sont des problèmes qu'affrontent des enseignants ; tout cela est décrit en détail dans la Lettre de Réclamation présentée trois fois consécutives au Ministère de l'éducation. Au stade actuel cette lettre peut se résumer ainsi :

- égalisation des revenus pour tous les travailleurs de l'Education sans distinction aucune, tous recevant un salaire à l'échelle V catégorie VII et une augmentation immédiate de 150 soles quotidiens ajoutés au salaire de base.
- Dérogation immédiate du D.L. 21202
- Reconnaissance immédiate du SUTEP qui pour la troisième fois consécutive a démontré dans les faits qu'elle était l'authentique organisation représentative des travailleurs dans l'éducation.
- Stabilité de l'emploi, place et lieu et titularisation de tous les sous-contrats, intérimaires et chômeurs.
- Fin de la répression, surveillance des libertés démocratiques et rapatriement de tous ceux qui menaient des luttes sociales.
- Fin des retenues sur salaires pour les coopératives et autres.

Question 2 : *Un des points de la lettre demande l'égalisation des salaires pour l'échelle V catégorie VII, ce qui signifierait que chaque enseignant recevrait un salaire de base de 14 500 soles. Croyez-vous qu'une telle augmentation est possible sans produire un sérieux déséquilibre dans l'économie du pays ?*

En principe nous posons une augmentation générale des salaires pour tous les travailleurs du pays sans exception, par conséquent, nous démentons les versions accusatrices qui veulent nous faire apparaître comme un secteur social égoïste qui désire seulement privilégier sa propre situation en faisant des réclamations spéciales.

En second lieu, notre exigence d'égalisation n'est pas arbitraire. En tant que travailleurs, nous contribuons à la marche du pays et nous exigeons la satisfaction de nos besoins surtout en tenant compte du fait que la hausse du coût de la vie ne fait pas avec nous exception.

En troisième plan, peut-on déséquilibrer une économie traditionnellement déséquilibrée par l'action anti-populaire de l'impérialisme et des exploités nés. Si les masses populaires avaient la certitude que leurs efforts apporteraient un bénéfice personnel, alors, effectivement, il faudrait un appel à l'austérité et faire passer au second plan les réclamations salariales. Mais lorsque ceux qui gouvernent non seulement portent atteinte aux travailleurs mais qu'ils le font pour en faire bénéficier ceux qui les oppriment, un tel appel serait absurde et ceux qui y prêteraient attention ne feraient pas autre chose que de se suicider.

Finalement si les masses des travailleurs sont productrices de la richesse dont d'autres profitent, savoir où les gouvernements doivent trouver les ressources suffisantes pour accueillir les réclamations populaires ne les intéresse pas.

Les nécessités vitales ne peuvent

être remises à demain avec ou sans équilibre économique et d'autre part ce n'est pas la responsabilité des travailleurs à partir du moment où ils ne gouvernent pas.

Question 3 : *A votre avis, pourquoi, jusqu'à présent, ne reconnaît-on pas le SUTEP ? S'il existe d'autres organisations d'enseignants, ne croyez-vous pas qu'elles devraient être reconnues ?*

Le SUTEP n'est pas reconnu simplement parce qu'il préconise et pratique la lutte de classes, en maintenant son indépendance politique face au gouvernement. Ceci ne correspond pas à la nécessité et aux intentions de mise en corporations et de soumettre à des règles l'activité des travailleurs et de leurs organisations représentatives. Si le SUTEP était un organisme fantoche et qui ne lutterait pas pour les intérêts des enseignants, il y a longtemps qu'il aurait été reconnu et considéré par les patrons. D'autre part son adhésion de principes avec les luttes du prolétariat et du peuple péruvien, son passage par le chemin indépendant de la classe ouvrière lui ont fait gagner la haine des réactionnaires et de leur presse. Mais en même temps l'estime et le respect des classes exploitées. Et cette dernière chose est ce qui l'intéresse et non pas ce que peuvent dire ou faire ses ennemis.

Quant à la deuxième question, nous allons être précis. Lorsque les masses orientées par leur classe, s'organisent, elles sous-tendent leur activité par le principe du centralisme démocratique qui entre autres choses, établit la subordination de la minorité par la majorité. Si les 93 % des enseignants de la nation ont décidé de s'inclure au SUTEP, il ne peut y avoir d'autres organisations d'enseignants et il n'est pas question de reconnaître des organismes microscopiques qui ne représentent personne et qui existent seulement presque essentiellement grâce à l'appui de dépendances officielles et à la publicité officieuse des moyens de diffusion.

Question 4 : *Il y a des secteurs qui parlent de l'échec du SUTEP dans les coopé-*

ratives et l'accusent de gaspillage et
Que pouvez-vous nous dire à
ce sujet et quelle est la position du
SUTEP ?

La tactique d'intervention du SUTEP dans les coopératives d'enseignants s'effectua pour démasquer le caractère capitaliste de ces organismes et les buts réactionnaires que leur création poursuivait, pour empêcher que et les groupes anti-enseignants ne s'en emparent et les utilisent pour leurrer les enseignants. En tant que tactique, l'intervention est une mesure transitoire. Le moment venu, nous nous retirerons des coopératives d'une manière massive et organisée. Nous ne sommes pas allés implanter les services que le gouvernement considérerait comme convenables pour se dégager de ses responsabilités vis à vis des enseignants. Sinon, nous ne nous distinguerions en rien du SERP ou de la FENTEP. Nos bases, au niveau national, ont considéré que les problèmes d'habitat et de sécurité sociale relevaient de la responsabilité de l'Etat et que les coopératives ne peuvent résoudre les problèmes sur ce terrain.

De quel "échec" dans l'implantation des services peuvent donc alors parler les "secteurs" auxquels vous faites allusion ? Au contraire nous devons féliciter les bases du SUTEP pour leur maturité politique et leur façon consciente d'avoir repoussé les manoeuvres réactionnaires. Quant aux accusations auxquelles vous vous référez cela fait un mois que les enseignants péruviens ont repoussé les calomnies du SERP et de la FENTEP au sujet de "gaspillage" et " " sans que cela l'inexistence d'éventuelles pratiques corrompues de caractère individuel qu'ils auraient pu susciter. Il faut se rappeler que nous avons été les premiers à lutter jusqu'à l'expulsion de l'équipe d'Apaza Ordonez à Coostel 17. De même nous restons vigilants pour démasquer certains et pour lutter impitoyablement contre ceux qui tentent de briser la ligne d'action du SUTEP et sa tactique d'intervention dans les coopératives. D'autre part il est juste de dénoncer que devant l'échec de ces groupuscules destinés à prendre les coopératives pendant les élections du mois passé, le gouvernement, par le SINAMOS se prépare à les prendre et à y introduire ses

inconditionnels. Ce fait ne devrait pas se produire plus tard qu'en Novembre prochain ; donc les enseignants doivent être prévenus afin qu'ils puissent repousser cette

Question 5 : *Ne croyez vous pas que la politique sectaire du SUTEP, par un hasard de convergence, joue consciemment ou inconsciemment, le jeu des secteurs réactionnaires qui eux aussi luttent contre le gouvernement.*

Distinguons bien. Les combats entre les différents secteurs à l'intérieur des classes dominantes pour contrôler l'appareil de l'Etat et placer un gouvernement qui représente les intérêts du secteur éventuellement triomphant sans que cela signifie retirer les privilèges du secteur déplacé et sans que ce fait élimine l'exploitation que ces secteurs font subir aux travailleurs, est une chose. Mais c'est autre chose, et totalement différente, que les luttes des masses exploitées et opprimées contre l'impérialisme et l'ensemble des exploités nés pour éliminer cette exploitation et cette oppression. Saisissez-vous la différence ? Lorsque vous parlez de "secteurs réactionnaires", à qui faites-vous allusion ?

Pour nous, le réactionisme va de pair avec la grande bourgeoisie, les propriétaires terriens, l'impérialisme américain, l'impérialisme social. Ce qui peut se produire entre eux (dont les contradictions ne sont pas antagonistes) ne peut ni ne doit affecter en aucune manière la lutte des travailleurs contre eux (contradiction qui, elle, est antagoniste). Là, on ne peut plus parler de "conscience" ou d'"inconscience" et encore moins de la possibilité d'aucune "convergence". Le gouvernement ne représente pas les masses populaires ; celles-ci ne peuvent pas hypothéquer leurs intérêts pour défendre qui n'est pas leur représentant. C'est pour cela qu'elles suivent leur propre chemin.

PEROU-INFORMATION, pour contribuer à la connaissance de la lutte du peuple péruvien, publie la déclaration de Carlos Salazar, 3ème secrétaire du SUTEP, Les réponses ci-jointes clarifient et réaffirment la combativité et la position de classe du SUTEP qui représente un "secteur exploité et en marge dont les problèmes sont ceux du prolétariat et des secteurs populaires". Le SUTEP réunit 93 % des enseignants et lutte infatigablement contre la dictature militaire représentant la grande bourgeoisie, les secteurs financiers et l'impérialisme. Le SUTEP est durement menacé particulièrement en ce moment. La réaction a lancé une nouvelle offensive. Mais le SUTEP, avec courage, continue la lutte en liaison avec la classe ouvrière.

Question 6 : *Le SUTEP est une des bases du C.C.U.S. Qu'est ce que le CCUS et quel est le rôle qu'il joue par rapport aux centrales existantes ? Prétend-il être la 5ème centrale ?*

Le Comité de Coordination et d'Unification Syndicale de Classe (CCUSC) dont une des bases est le SUTEP, est un organisme créé en fonction de la situation d'avancement des luttes populaires et parce que ces luttes isolées manquaient de coordination car la CGTP s'était donnée et avait trahi ainsi que la CTP, la CNT et la CRTP. La nécessité de canaliser, d'orienter et de coordonner ces luttes obligea les masses elles-mêmes à développer un vaste mouvement à travers leurs organisations syndicales afin de se donner une voie, ce qui manquait, et se mettre en marche vers la reconstruction de classe de la CGTP, fondée par Mariategui mais affaiblie dans sa fonction de centrale par la chambre révisionniste installée à sa direction. Le prolétariat et les masses populaires ont besoin de luttes pour leurs revendications concrètes et pour leurs objectifs stratégiques et pour cela il leur faut compter sur des organismes centralisateurs adéquats parce que évidemment la lutte

Mais le CCUSC ne "prétend" pas être une 5ème centrale. Démasquant et combattant la CTP, la CRTP et CNT, il réussira à reconstruire la CGTP en tant que classe et la placera au service des luttes futures. Actuellement le CCUSC a un grand prestige et constitue la seule alternative valable pour l'unification et la centralisation des luttes des masses. La répression et les déportations affectent les personnes et les font souffrir mais elles ne peuvent et ne pourront pas arrêter les luttes populaires. Le CCUSC témoigne de cette vérité à travers son propre mode de fonctionnement. Les masses ont toujours le dernier mot.

UN PARFAIT

CITOYEN"

PRESENTATION. nous reproduisons ici un document qui résume la présence impérialiste au Pérou et la manière dont elle affecte directement les citoyens de classe moyenne.

Nous signalons que malgré cette période de " Révolution " des militaires péruviens, les capitaux impérialistes des entreprises multinationales s'accroissent en surexploitant le peuple péruvien et maintiennent leur campagne aliénante pour augmenter la consommation en créant de nouveaux besoins et de nouvelles frustrations dans la société. Ceci est une conséquence logique des plans de développement réformiste (desarrollista) de la J M G pour consolider un capitalisme dépendant.

Ce texte est utilisé par les organisations populaires péruviennes dans leur agitation anti-imperialistes. PEROU INFORMATION, dans sa tâche de diffusion publique ce document.

À six heures de matin, le réveil WESTCLOX sonne avec insistance, et José Luis s'étire tout en allongeant le bras pour allumer sa lampe de chevet NATIONAL qui consomme le fluide fourni par les " ENTREPRISES ELECTRIQUES ASSOCIEES " (c'est-à-dire association de monopoles yankees de la LIMA LIGHT AND POWER). De cette manière José Luis commence sa journée en payant des dividendes au capital étranger. Mais il l'ignore. Et, heureux, très heureux, il se lève en écoutant de la musique stéréophonique sur son électrophone PHILLIPS (made in holland), ce qui lui fait oublier pour un instant la routine fatigante qui l'attend au bureau.

Il appelle sa bonne qui apparaît en lui apportant les journaux "SOCIALISES" fabriqués avec du papier importé de Suède et qui à grands titres annonce la TIERCE DU FOOT BALL, c'est-à-dire la bonne occasion de devenir millionnaire en pariant un peu d'argent sur les jambes des joueurs de son équipe préférée (cet "amusement a été introduit il y a un an à peu près par le gouvernement militaire de la JMG; et avec le tiercé de chevaux il constitue un des grands moyens d'aliénation du peuple péruvien). Un bref coup d'œil sur les nouvelles du jour : " père de famille sans travail se suicide ", " richard burton et liz taylor se remarient ", " marche de sacrifice des travailleurs pétroliers atteints de l'uta ", etc... puis il passe à la section cinématographique où il trouve des films en première du genre KUNG FU, EROTISME, TERREUR, ESPIONNAGE, GANSTERISME... tous diffusés par des monopoles yankees comme la PARAMOUNT PICTURE, 20th century fox, LA METRO GOLDWIN MAYER. Mais ce que José Luis ne sait pas, c'est que même pour être aliéné il doit payer des dividendes au capital étranger.

Ensuite, il commence sa toilette en se lavant les dents avec une brosse TEK (fabriquée par JOHNSON AND JOHNSON) et avec le dentifrice KOLINOS (de WHITE HALL LABORATORIES, NEW YORK). Il se savonne avec LUX (produit LEVER PACOCHA du CONSORTIUM ANGLO-HOLLANDAIS UNILEVER). Il termine en se rasant avec GILLETTE (SCHICK SAFETY RAZOR CO. FACTORIES, CANADA ET ETATS UNIS). Un dernier massage avec la lotion OLD SPICE (SHULTON CLIFTON, TORONTO) et José Luis se sent un homme nouveau, dynamique, prêt à s'habiller avec les sous-vêtements JOCKEY, une chemise GINO PAOLI et un costume BOTANY 500, faits avec la fibre d'importation forcée, ceci complété par les chaussettes LANCASTER et une paire de chaussures CORFOAM (du monopole nord-américain DUPONT). Ensuite, il prend une tasse de NESCAFE (NEVEY SA) et du lait GLORIA (produit par LA CARNATION GENERAL CORPORATION MILK)

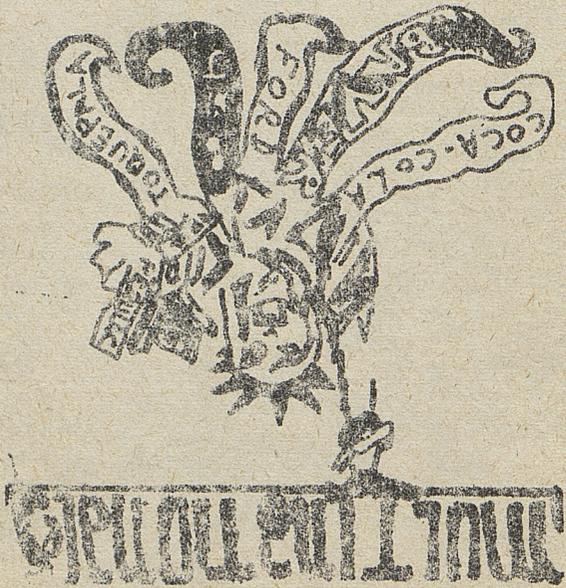
uta: maladie tropicale.

et un sandwich au jambon anglais qui vient d'être sorti du réfrigérateur
ELECTROLUX (fabriqué par électrolux co. de canada). Ainsi pendant que
mangé élégamment vêtu, le bon José Luis, pâte des dividendes au capital
étranger.

Tout heureux, il se dirige vers l'arrêt de bus, mais juste il en passe
un, bondé, sans s'arrêter... dommage ! c'en était un bon, de marque WAV-
NE avec chassiss FORD, construit et assemblé aux U.S.A., plus loin passe
un BUSSING sans qu'il puisse le pendre. Il commence à s'impatience
quand un ami lui fait signe de monter dans sa voiture, une DODGE DART

pendant que la voiture
pneus GOOD YEAR, la con-
déroute autour du vehi-
au 100km, de l'essence
finie par l'état Peru-
bue avec de gros pro-
consortium yankee de
ce. Ceci donne l'idée
s'acheter une voiture
vau système de crédit:
WAGEN.

démarches bureaucratiques.
est prêt à sa montre. Al-
montre suisse d'exacte
José Luis décide alors
ner dans un restaurant
con tenue par Rocke-
dant l'attente il fu-
te LM (de Liggett and
porated). Il voit com-
du QUERCHUP (de Labix
un sandwich au poulet
RIMA de la american fo-
accompagne d'un COCA-
pendant qu'il conti-
des dividendes au ca-
José Luis songe à ache-un poste de télévision
changer le sien pour



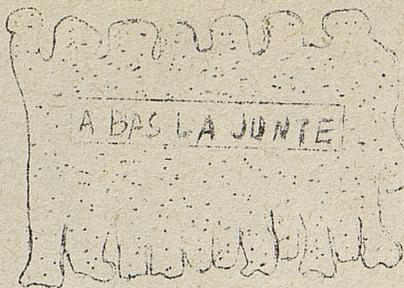
un autre mode-
il a envie de
fer à crédit
pital étranger
une à payer
COLA et ainsi
ods) et qu'il
(élevé avec pu
Mc Neill) dans
me on lui met
Myers incor-
me un cigarre-
feller), pen-
(de la chaîne
d'aller déjeu-
actualités")
TIMALIC ("La
au travail, il
Après quelques
FANDERO VOLKS-
grâce au nou-
José Luis de
stations servi
fils par un
vien et distri-
PETRO PERU ra-
cule: 40 litres
versation se
roule sur ses
CHRYSLER "PERU"
montée par la

En arrivant chez lui il est comblé de joie en regardant le nouveau pos-
te de télévision déjà installé. Il s'assoit pour regarder le feuille-
ton à la mode: "BARNAVBY JONDS" dans lequel un "courageux" détective
privé plein d'intelligence arrive à vaincre une bande de noirs "cana-
lies" qui veulent attenter à la démocratie et à l'ordre établi aux
états unis. Puis il change de chaîne pour regarder "DOCTEUR KILDARB".
c'est-à-dire que pour voir les programmes que les imperialistes veulent
qu'il regarde José Luis paye des dividendes au capital étranger. Bien
sur José Luis ne se rend pas compte et il est un type heureux, très
heureux.

En se dirigeant chez lui, il se rappelle qu'il doit acheter à l'apharmā
cité des médicaments pour son ulcère; le médecin lui a recommandé des
produits pharmaceutiques élaborés par la PRIZER SA.; la SIDNEY ROSS SA;
La BAYER QUIMICAS UNIDAS, la PARKE DAVIS, etc. ce qui signifie que me-
me pour se soigner José Luis doit payer des dividendes au capital étran-
ger.

Pour toutes ces actions de la journée et de celles qui viendront José Luis continuera à payer des dividendes au capital étranger. Et si par hasard quelqu'un lui dit que l'imperialisme est en train de saccager le Pérou et d'opprimer notre peuple, il répondra que c'est un "extrémiste" un "gauchiste" ou un "inadapté social". Entre temps le capital étranger c'est-à-dire l'imperialisme en complicité avec la bourgeoisie industrielle financière et les gros propriétaires avancent en néocolonisant le pays, en tuant par la faim, des milliers d'êtres humains, en opprimant et en pillant avec plus de voracité que jamais les richesses de notre peuple.

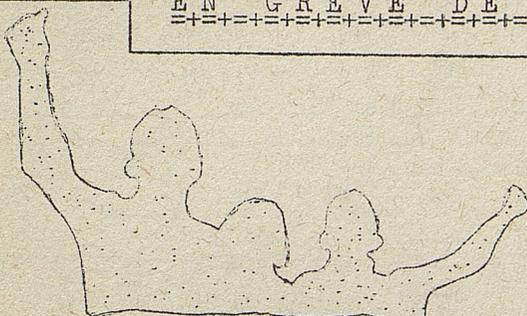
Nota.-TOUTE RESSEMBLANCE DU PERSONNAGE DE LES FONCTIONNAIRES DU NE DE LA BUREAUCRATIE PAYS EST PUREMENT IN-



Bien sûr sous le regard des généraux qui gouvernent.

BLANC OU COINCIDENT - CETTE HISTOIRE AVEC SINAMOS ET AUTRE FAUCIVICO MILITAIRE DU TERTIONNELLE.

PRISONNIERS POLITIQUES AU PEROU
 EN GREVE DE LA FAIM!



Lettre envoyée par les prisonniers politiques de la prison du CALLAO, qui ont commencé une grève de la faim le 9 octobre 1975 pour protester contre les tortures, les vexations et les abus dont ils sont victimes.

"..... Nous les prisonniers politiques sous-signés, enfermés dans la prison publique du CALLAO, nous nous adressons aux travailleurs, aux organisations populaires et progressistes pour leur dire :

.... Nous dénonçons devant notre peuple les injustices commises par la seconde zone judiciaire de police et tout particulièrement par le Juge de cette zone, qui refuse d'appliquer la loi qui permet d'avoir recours à la mise en liberté. Il s'agit dans ce cas de deux camarades qui, d'une façon arbitraire sont accusés d'appartenir " à une organisation illégale de groupes armés ", " d'attaque à la Force Armée " et " d'atteinte à la Sécurité de l'Etat ". L'attitude que le Juge a pris contre nos camarades Carlos SALAZAR JULCA et Francisco OLIVA QUIROZ est une atteinte contre la procédure elle-même, car nos camarades sont détenus depuis déjà plus de 5 mois, sans qu'on ait pu prouver un seul des faits dont ils sont accusés par la police.

..... Nous prisonniers, qui signons cette lettre en solidarité avec les deux camarades mentionnés, nous nous déclarons en grève de la faim illimitée à partir du 9 octobre. Nous exigeons qu'on donne une solution à leur demande de libération et qu'on les relâche immédiatement.

Pendant que le général Morales Bermúdez annonçait devant la PIP un changement des forces répressives et demandait " le respect de l'intégrité physique de l'individu ", deux étudiants en économie de l'université Federico Villarreal, furent sauvagement torturés dans les bureaux de la deuxième région de la police. Un de ces étudiants, MARCO ROMO, délégué au Congrès de la FEP qui se tient actuellement à Arequipa, fut arrêté, battu, torturé et se trouve dans un état physique grave, au secret, depuis trois semaines déjà, dans cette prison. Les deux étudiants n'ont pas encore été présentés à un juge.

Cette situation n'est pas nouvelle, car les tortures les plus diverses sont institutionnalisées dans notre pays et on les applique aussi bien aux prisonniers politiques qu'aux prisonniers de droit commun.

Malgré les dernières déclarations du général Morales Bermudez, concernant l'amnistie générale qui ne sera accordée qu'aux seuls prisonniers " strictement politiques ", plusieurs de nos camarades politiques n'y sont pas inclus, parce qu'ils sont des " marxistes léninistes " et donc pas des " prisonniers politiques " .

La peine de mort est encore légale dans notre pays, suivant la monstrueuse loi nr. 20828, contre le " terrorisme ", publiée le 5 septembre 74. Selon cette loi seront condamnés à mort toutes les personnes accusées de " terrorisme " par un tribunal " expéditif ". La sentence sera exécutée dans les 48 heures .

Nous lançons un appel aux organisations ouvrières, populaires et progressistes pour qu'elles continuent leurs luttes et mobilisations afin d'obtenir :

- une amnistie générale pour tous les prisonniers politiques, l'arrêt des procès en route et le re-embauchage de tous les travailleurs congédiés .
- l'abolition de la peine de mort, suppression des tortures et sequestres .
- Des garanties individuelles et de plus grandes libertés démocratiques pour le peuple .

Nous nous solidarisons avec le peuple basque et le peuple espagnol dans leur lutte pour la libération et contre le fascisme . Nous condamnons le plus sévèrement le gouvernement fasciste de Franco, coupable de l'assassinat de 5 combattants du peuple d'avoir condamné six autres camarades à la peine de prison à perpétuité .

Nous saluons le succès des mobilisations de masse dirigées par le CCP, le CCUSC, le SUTEP, la FEP, la Fédération des mineurs et autres organisations populaires .

Vive notre grève de la faim !

A bas la peine de mort !

Pour une amnistie générale !

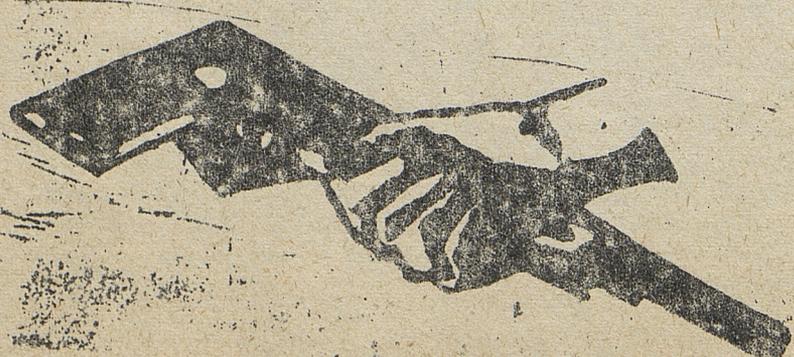
signent :

Francisco Montes Paredes
Humberto Prado Effio
Manuel Ant. Manyari Verastegui
Humberto Calderon Moncalván
Raul Alfredo Wimer Fresco
D. Alfredo Matheus
Luis Britte Carnet
Juan Vaccari Chavez
Paul Garcia Zavala

Enrique Fernandez Chacón
Carlos Andres Mandros G.
Fernando Gutierrez Delgado
Carlos Salazar Julca
Hugo Carlos Wimer Fresco
José Garin Giraldo
Sebastian Tello del Carpio
Francisco Oliva Quiroz

prisonniers politiques de la prison de CALLAO

Lettre communiqué par la
Fédération des Etudiants du Pérou .



Communiqué de presse

GRAND SUCCES DU 15^e CONGRES NATIONAL DE LA FEP.



La Direction Nationale de la FEP, élue au 15^e Congrès National, fait savoir aux étudiants, à la classe ouvrière et au peuple d'Aréquipa que notre historique congrès a pris fin le 1. Octobre 75. Le programme fut discuté dans une ambiance d'unité et de démocratie et le congrès est arrivé aux conclusions suivantes :

1) la condamnation de l'impérialisme nord'américain et du social-impérialisme soviétique, tous les deux ennemis principaux des peuples d'Asie, d'Afrique, d'Amérique Latine et de notre propre peuple.

Une solidarité militante avec tous les mouvements de libération nationale, avec tous les peuples qui sont en train de construire le socialisme, et en premier lieu avec la république populaire de Chine.

L'appui à la lutte antifasciste du peuple espagnol, condamnation de l'assassinat des patriotes du FRAP (Front révolutionnaire anti-franquiste et patriotique) L'appui à la résistance au Chili, en Bolivie, au Brésil et en Uruguay.

Le Congrès demande tout particulièrement la libération de René HIGUEROS DEL BARCO (COB de Bolivie) et de Socrates TRIARTE (CUB de Bolivie).

2) Un appui à la lutte du peuple péruvien contre la grande crise économique dont on rend responsable les travailleurs (sur-exploitation, hausse du coût de la vie, ré-ajustement des prix et des salaires, dévaluation).

Soutient du Comité de Coordination et d'Union syndicale classiste, du CCUSC, de Centromin, de la Fédération Nationale des Douanes, du SUTEP, de la CCP, du FEINTUP, des ouvriers pétroliers, etc.

Decision de contribuer à la centralisation des luttes populaires par la création de Fronts de Défense des Interêts du Peuple (FEDIP).

3) Le milieu étudiant en son ensemble approuve la tactique du moment, résumée dans la consigne : " Combattant avec le peuple contre la Junte Militaire du gouvernement et sa politique dans l'enseignement, nous contribuons à la création de l'Alliance Ouvrier-Paysan ."

Furent approuvés également le programme, la plateforme de lutte et le plan d'action présentés par le Congrès.

Comme formes d'organisation le Congrès a décidé de la création de Fronts de Défense des Droits de l'Université, la réalisation de Congrès régionaux, d'Ecoles Normales et Supérieures, et se propose de faire revivre la FESP (Fédération des Etudiants de secondaire au Pérou). La forme principale de ces luttes sera la mobilisation indépendante des masses.

Le Congrès a décidé de combattre le " Service civil des de préparer par une marche nationale le 17 octobre, la création, au mois de décembre, d'une Convention Nationale des

La lutte pour l'intégration au système universitaire de tous les Centres d'Etudes Supérieures, d'écoles normales, d'écoles d'arts, d'instituts et de collèges régionaux, fut également approuvée par le Congrès.

4) A ce 15^e Congrès participèrent 302 délégués titulaires, 80 suppléants 150, plus de mille observateurs qui assistèrent en représentation de 51 bases de la FEP dans tout le pays, ainsi que des délégations d'organisations syndicales et populaires, comme le CCUSC, la Fédération Nationale des Mineurs, la Fédération de Centromin, le SUTEP et autres organisations syndicales d'Aréquipa.

Dépassant le cadre national de cet événement, le Congrès comptait aussi avec la participation et la présence fraternelle et solidaire de délégations de la Fédération des Etudiants universitaires de l'Equateur (FEUE) et de la Confédération Universitaire de Bolivie (CUB) ; des messages et salutations furent reçues des organisations universitaires suivantes : Union nationale des Etudiants du Vietnam du Nord (Hanoi), Union des Etudiants communistes de Roumanie (Bucarest) Union Nationale des Etudiants Français (Paris), Association des Etudiants péruviens en France (Paris), Union nationale des Etudiants brésiliens (Rio de Janeiro), etc.

5) Enfin le Congrès a organisé, en hommage au 26 e anniversaire du triomphe de la révolution chinoise, un grandiose meeting populaire des étudiants, au Parque Dubamell, le premier octobre 1975, à 19 heures du soir.

A cette occasion a eu lieu l'élection de la nouvelle direction nationale de la FEP, qui se compose maintenant comme suit :

Président honoraire	Ruben Rolando BRENA PANTOJA
Président de la FEP	José MONTES CORDOVA (Cerro de Pasco)
1er Vice président	José Lazarte Farfan (San Marcos)
2e Vice président	Fanel Guevara (Cuzco)
Sécretaire à l'organisation	Hugo Portugal Suarez (Garcilazo)
Sécretaire a la Défense	Grover Ganbarini Gomez (San Marcos)
Sécretaire à l'Intérieur	Juan Horna Santa Cruz (Chiclayo)
Secretaire presse et propa- gande	Manuel Moran de los Santos (Cantuta)
Sécretaire à l'Economie	Vicente Rivera Pinto (UNSA)
Sécretaire du Travail	David Jimenez Sardon (Puno)
Sécretaire des Relations Internationales	Duberli Rodriguez Tineo (Chiclayo)
Sécretaire des Relations des Etudiants de secondaire	Victor Begazo Begazo (Fesa- Arequipa)
Sécretaire aux Sports	Fernando Nishio (UNI - LIMA)

Arequipa, le 4 octobre 1975 .

signent

JOSE MONTES CORDOVA

JUAN HORNA SANTA CRUZ

Président de la FEP

Sécretaire à l'Intérieur

NOTE

Adresse de la FEP

Faculté de l'Economie, 1er étage, off. 166-163

téléphone 528053

Carte Universitaire de San Marcos : B.P. 5262 .

L I M A PEROU

NOUVELLE

Les personnes suivantes ont été arrêtées en décembre au Pérou :

Genaro Ledesma Izquieta

avocat de la Ex Cerro de Pasco, ex député pour le dept. Cerro de Pasco emprisonné au SEPA, lors des massacres de Cobriza en 1971.

Ricardo Diaz Chavez

retour, après deux ans de déportation pour activités dans le syndicat. Avocat de la Fédération des mineurs et des métallos. Expulsé de la CGTP et du PC (rev.) ex secrétaire du syndicat des mineurs de Cuajone. Retour, après une déportation de 2 ans, membre du parti ouvrier marxiste révolutionnaire secrétaire général de la Fédération des Mineurs et des Métallos .

Hernan Cuentas

Juan Cuadros

Les fédérations respectives ont de suite exigé leur libération immédiate. Une vaste campagne se prépare dans différents secteurs syndicaux et populaires pour obtenir la libération de tous les prisonniers. C'est à la suite d'une vaste campagne de répression par le gouvernement, qu'on a dernièrement organisé un Front d'Amnistie syndicale.

S O M M A I R E

- ACTUALITE ECONOMIQUE ET POLITIQUE
- MOBILISATIONS POPULAIRES
 - GREVE A CERRO DE PASCO
 - GREVE A PARAMONGA
 - MANIFESTATIONS SCOLAIRES
 - GREVE DES OUVRIERS DU SECTEUR PETROLIER
 - OUVRIERS TEXTILES : ARRET DE TRAVAIL
 - QUEROCOTILLO : VILLAGE SOUS CONTROLE MILITAIRE
 - CHRONOLOGIE
- STRUCTURES AGRAIRES ET REFORMISME MILITAIRE
- DOCUMENTS
 - ENTREVUE DIRIGEANT SUTEP
 - COMMUNIQUE DU XV CONGRES DE LA F.E.P.
 - UN PARFAIT CITOYEN
 - LETTRE DES PRISONNIERS POLITIQUES DU "FRONTON"
 - MANIFESTE DU P C DU PEROU (ml)
- NOUVELLES

directrice: c. benard

correspondance et souscription:

b. breton **93 RUE DU BAC**
75007 PARIS

6 mois	15F	<input type="checkbox"/>	nom
1 an	30F	<input type="checkbox"/>	adresse
soutien	50F	<input type="checkbox"/>	

imp. special censier



LISEZ ET DIFFUSEZ "PEROU INFORMATION"

**CONTRA LA POLITICA
HAMBREADORA, ENTREGUISTA
Y REPRESIVA DE LA J. M. G.**



ALIANZA OBRERO CAMPESINA . UREC